

Rapport D'activité

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

1^{er} janvier 2017 – 31 décembre 2017

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope
59 rue de l'Ourcq, 75019, Paris

T: 01 40 35 00 04 • 06 35 52 85 46

www.romeurope.org



@CNDHRomeurope



@CNDH_Romeurope

SOMMAIRE

L'année 2017 en un coup d'œil	4
I. Présentation du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope	2
1. Historique.....	2
2. Objectif.....	2
3. Missions.....	2
4. Destinataires des actions du collectif	3
5. Principaux domaines d'activités.....	4
6. Les membres et la composition du collectif en 2017.....	5
7. Fonctionnement et gouvernance	4
8. La coordination du CNDH Romeurope.....	4
II. Les Actions du CNDH Romeurope en 2017	6
1. Animation du réseau, diffusion et mutualisation de l'information	6
A) Diffusion et mutualisation de l'information.....	6
B) Les rencontres nationales du CNDH Romeurope	9
C) Les réunions du Collectif Romeurope Ile-de-France.....	11
D) Les déplacements en région	11
E) Appui aux membres, capitalisation et formations.....	13
F) Participation des habitants des bidonvilles et squats au réseau	16
2. La mission d'observatoire du CNDH Romeurope.....	18
A) Observatoire du terrain et des politiques nationales	18
B) Veille juridique et jurisprudentielle	18
C) Le recensement des expulsions, évacuations (arrêtés municipaux) et incendies.....	19
D) Le recensement des discours racistes et/ou stigmatisant	20
3. Activités de plaidoyer, de communication externe et de sensibilisation.....	21
A) Plaidoyer national	21
B) Plaidoyer région en Ile-de-France.....	26
C) Plaidoyer européen et international	26
D) Plaidoyer interassociatif.....	27
E) Communication et médias	30
F) Sensibilisation des différents publics et lutte contre les discriminations	32
4. Le Collectif pour le Droit des Enfants Roms à l'Education (CDERE)	37
A) Historique, objectifs et fonctionnement.....	37
B) La journée du CDERE : scolarité et insertion professionnelle.....	38
C) Partenariats et actions interassociatives	39
D) Plaidoyer auprès des pouvoirs publics et sensibilisation	40
III. Annexes	41
ANNEXE 1	41
ANNEXE 2	43
ANNEXE 3	49
ANNEXE 4	51

COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ALPIL** (Action pour l'insertion sociale par le logement) – **AMPIL** (Action méditerranéenne pour l'insertion sociale par le logement) – **ASAV** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms) – **ASET 93** (Aide à la Scolarisation des Enfants Tsiganes) – **Association Solidarité Roms de Saint-Etienne** – **ATD Quart-Monde** – **CCFD-Terre Solidaire** (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) – **LA CIMADE** (Comité intermouvements auprès des évacués) – **CLASSES** (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) – **ECODROM** – **EURROM** – **FNASAT-Gens du voyage** – **Habitat-Cité** – **Hors la Rue** – **LDH** (Ligue des Droits de l'Homme) – **Les bâtisseurs de cabanes** – **Les Enfants du Canal** – **Médecins du Monde** – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **Première Urgence Internationale** – **Rencontres tsiganes** – **Roms Action** – **Romeurope 94** – **Rom Réussite** – **Secours catholique** (Caritas France) – **UJFP** (Union juive française pour la paix) – **Une famille un toit 44**.

Et le Collectif Romeurope 93, le Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise, le Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie et d'ailleurs (95), le Collectif Romyvelines, le Collectif solidarité Roms Lille Métropole, le Collectif Solidarité Roms Toulouse, le Collectif Romeurope du Val Maubuée (77), le Collectif RomParis, l'Inter-collectif Roms Nord-Pas de Calais, le Collectif Romeurope Antony Wissous

WWW.ROMEUROPE.ORG

En 2017, le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope a bénéficié du soutien de :



Aline Archimbaud



L'ANNEE 2017 EN UN COUP D'ŒIL

L'année 2017 en quelques chiffres

4 nouveaux membres
2 formations organisées
9 outils créés pour les membres
2 rencontres régionales en Ile-de-France
2 rencontres nationales rassemblant 200 personnes

1 rapport publié
1750 exemplaires envoyés et distribués

4 réunions avec la DIHAL
4 réunions dans des cabinets ministériels
5 projets et groupes de travail interassociatifs
5 courriers reçus de candidats à la présidentielle

1 nouveau site internet
576 500 personnes atteintes via les réseaux sociaux
9 communiqués de presse envoyés et 50 mentions de Romeurope dans la presse

3 formations de professionnels
17 interventions orales à l'invitation d'associations
23 rencontres avec des étudiants, chercheurs ou des classes
2000 brochures distribuées et 14 emprunts de l'exposition « Les Roms luttent contre les idées reçues »

Les moments marquants de l'année 2017 pour le CNDH Romeurope

Janvier

- Promulgation de la loi « Egalité et citoyenneté » : application de la trêve hivernale aux bidonvilles

Février

- Mise en ligne du nouveau site
- Publication du rapport édité à 2000 exemplaires

Mars

- Envoi de la toute première newsletter du CNDH Romeurope, ouverte 2100 fois

Avril

- Réponse du candidat Macron et d'autres candidats à la présidentielle à l'interpellation de Romeurope

Mai

- Rencontres nationales du CNDH Romeurope à Marseille réunissant 100 participants

Octobre

- Une du Monde : « Ces 570 bidonvilles que la France ne veut pas voir »
- Pic d'expulsions à l'approche de la trêve hivernale
- Journée du CDERE « Scolarisation et insertion professionnelle des adolescents vivant en bidonville » réunissant 80 personnes

Novembre

- Recrutement d'une nouvelle salariée en CDI

Décembre

- Rencontres nationales du CNDH Romeurope à Paris réunissant 100 participants

Décembre

- Courrier à Emmanuel Macron signé par le CNDH Romeurope, la Fondation Abbé Pierre, la Fédération des Acteurs de la Solidarité et la Voix des Roms

I. PRESENTATION DU COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUPE

1. Historique

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope (CNDH Romeurope) a été créé en octobre 2000, à Paris, à l'issue du colloque « Roms, Sintés, Kalés, Tsiganes en Europe. Promouvoir la santé et les droits d'une minorité en détresse », qui présentait les résultats alarmants d'une recherche-action pour la promotion de la santé, menée à l'initiative de Médecins du Monde par le réseau Romeurope dans six pays de l'Union européenne dont la France. Ces travaux concluaient aux liens essentiels entre le respect des droits fondamentaux et les graves problèmes de santé rencontrés par les populations roms en situation de grande pauvreté. Les associations présentes à cette initiative ont donc décidé de fonder ce collectif pour agir en France de manière coordonnée sur ce sujet à partir de leur champ propre de compétence, humanitaire ou de défense des droits.

2. Objectif

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope, regroupe 45 associations et collectifs locaux, qui ont pour objet commun le soutien et la défense des droits des personnes originaires d'Europe de l'Est, Roms ou présumées Roms, vivant en bidonville, squat ou autres lieux de survie en France.

Le CNDH Romeurope s'attache à défendre l'accès au droit commun et l'effectivité des droits de ces personnes en France. En s'appuyant sur un travail d'observatoire, de plaidoyer, d'échange et de confrontation des expériences, le CNDH Romeurope mène des luttes contre toutes les formes de discriminations et contre les pratiques abusives perpétrées à l'encontre de ces personnes.

De qui parle-t-on ?

« Tsiganes », « Roms », « Gens du voyage » et « habitants des bidonvilles » : les termes sont souvent utilisés de manière confuse. En 2017, le CNDH Romeurope a produit une courte note dans laquelle nous tentons de clarifier certains éléments. La construction des catégories faisant elle-même débat dans les sphères scientifique et politique, la question « Qui sont les Roms en France ? » ne peut avoir une réponse unique et objective. Nous livrons ici un point de vue documenté

qui invite à une réflexion sur l'objectif poursuivi par l'usage de l'un ou l'autre des termes, tout en gardant à l'esprit que les catégories employées ne sont pas figées et les personnes ainsi regroupées ont des façons variées de s'auto-identifier

En savoir plus : <http://www.romeurope.org/de-parle-t-on/>

3. Missions

Les missions principales du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope sont les suivantes :



Un observatoire du respect des droits fondamentaux, à travers des actions de veille juridique, la publication de rapports basés sur des remontées des membres présents sur le terrain et la capitalisation d'expériences mises en œuvre au niveau local.



Une plateforme d'échanges et de mutualisation de pratiques et d'expériences pour les citoyens et acteurs associatifs. Le CNDH Romeurope organise l'échange d'information, et d'expériences locales, la mutualisation des compétences, l'élaboration d'outils sur les différentes thématiques : séjour, santé, travail, enfance et scolarisation, habitat, droits sociaux, discriminations...



Une structure militante qui a vocation à : informer et interpeller les responsables politiques et institutionnels à l'échelle nationale et européenne sur la question du non-respect des droits des citoyens d'Europe de l'Est vivant en squats et bidonvilles ; faire connaître aux citoyens la réalité de la situation de ces personnes ; mener des luttes pour la défense de leurs droits, sans mesures spécifiques mais en application du droit commun.

Le CNDH Romeurope porte une action particulière en Ile-de-France, où la question des bidonvilles et des squats est particulièrement prégnante. Retrouvez nos actions franciliennes en [Partie III](#).

4. Destinataires des actions du collectif

Le travail du CNDH Romeurope s'adresse à une palette d'acteurs concernés par la question des bidonvilles, des squats, des Roms : associations, services de l'Etat, administrations centrales, collectivités territoriales, citoyens concernés...

A travers toutes les actions du CNDH Romeurope en 2017, **plus de 2500 personnes ont été concernées directement** : les membres du CNDH, les destinataires de nos emails de partage d'information et newsletters, des partenaires associatifs et institutionnels, des journalistes, les destinataires de nos interventions publiques et formations. A ce chiffre s'ajoutent **les 576 500 personnes atteintes via Facebook et Twitter** en 2017.

Les bénévoles et salariés d'associations et collectifs locaux sont ceux qui sont les plus proches et les plus en lien avec les habitants des squats et bidonvilles originaire d'Europe de l'Est. Ils constituent **un réseau de 300 individus** inscrits sur les listes mail internes du CNDH Romeurope.

Avec le soutien du CNDH Romeurope, ils se mobilisent aux côtés des personnes, souvent en familles, en situation de grande précarité, venant essentiellement de pays d'Europe de l'Est, contraintes en l'absence de solution d'hébergement ou de logement de vivre dans des bidonvilles, des squats ou dans la rue. **Ils représentent une population de 15 à 20000 personnes dans plus de 570 bidonvilles ou squats.** Leurs principaux lieux d'installation sont l'Ile-de-France et les métropoles de Lille, Lyon, Nantes, Bordeaux, Strasbourg, Toulouse, Montpellier, Grenoble... Parce que les bidonvilles et les squats sont la conséquence directe d'une pauvreté extrême, il est fréquent de les retrouver dans des villes et des quartiers où la pauvreté est déjà élevée. **Ces lieux de vie précaires sont au cœur ou juste à la frontière des quartiers dits « politique de la ville ».**

La plupart de ces personnes migrent en France pour des raisons économiques mais aussi pour fuir les discriminations parfois très violentes dont elles sont victimes dans leur pays et qui leur interdisent un accès effectif aux droits. Dans la majorité des cas, il s'agit d'une migration familiale. Le CNDH Romeurope

s'attache depuis sa création en octobre 2000 à défendre l'effectivité des droits de ces personnes en France.

Le CNDH Romeurope alerte depuis longtemps sur la dangerosité d'une approche ethnicisée de la situation de ces personnes. Il existe des responsabilités croisées dans la construction d'une catégorie « Rom » stigmatisée : politiques, médiatiques, académiques, associatives et militantes. Cette stigmatisation fait des personnes dites Roms la cible de discriminations dans tous les domaines de la vie socio-économique qui mènent à la violation de leurs droits.

Face à ce danger le CNDH Romeurope réaffirme sa position :

- Il n'est pas de problèmes spécifiquement « Roms » qui mériteraient des dispositions dérogatoires ou mesures particulières, le droit commun doit demeurer la règle.
- En tant que ressortissants européens, citoyens roumains ou bulgares, demandeurs d'asile ou sans papiers, en tant que sans-abri, demandeurs d'emploi ou malades, en tant qu'enfants en âge scolaire, que parents en situation précaire ou mineurs isolés, ils bénéficient de droits et libertés inaliénables à respecter comme pour tout autre individu présent en France.
- Il existe cependant une culture et une mémoire rom d'autant mieux exprimées et valorisées par les Roms eux-mêmes. Leur histoire ne doit pas leur être déniée. La lutte contre les discriminations subies par les personnes revendiquant leur appartenance à cette culture et les personnes considérées comme Roms et discriminées de ce fait, fait partie des actions du collectif.

5. Principaux domaines d'activités

Le CNDH Romeurope collecte, analyse, vulgarise et diffuse de l'information sur les thématiques suivantes. Dans chacun de ces domaines, les principes qui guident les actions du CNDH Romeurope sont les suivants :

- **Droit au séjour et protection contre l'éloignement** : Accès effectif à la liberté de circulation et d'installation dans l'Union européenne de l'ensemble des citoyens européens y compris les précaires, ce qui implique la levée de tout obstacle administratif.
- **Droit au travail** : Le CNDH Romeurope reste vigilant depuis la fin des mesures transitoires (1^{er} janvier 2014) sur l'accès plein et effectif au marché du travail et aux dispositifs de droit commun pour les ressortissants roumains et bulgares notamment.
- **Droit à l'hébergement et au logement** : Le droit à un habitat digne pour tous est sans cesse rappelé et l'accès au logement pour toutes et tous est l'objectif final. Pour les citoyens européens en situation de grande pauvreté contraints à vivre dans des squats et bidonvilles, qualifiés de « campements illicites » par les pouvoirs publics, l'exercice de ce droit commence par l'arrêt de toute expulsion et évacuation sans proposition d'hébergement ou logement adaptée à chaque situation individuelle. Le caractère inconditionnel du droit à l'hébergement doit être effectif. Par ailleurs, tout lieu de vie doit, en application de la résolution de l'ONU de juillet 2010, bénéficier d'un accès à l'eau potable et à des mesures basiques d'assainissement.

- **Droit à l'éducation** : Le CNDH Romeurope demande l'accès effectif à la scolarisation - dès l'âge de 3 ans (si les parents en font la demande) - des enfants vivant en squats et bidonvilles et rappelle que la principale cause de non scolarisation ou déscolarisation sont les expulsions incessantes des personnes de leur lieu de vie et les refus illégaux d'inscription scolaire de la part des maires et des services publics compétents. C'est pour cela qu'en septembre 2009, le CNDH Romeurope a initié la création du **Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation (CDERE)**.
- **Droit à la santé** : L'accès aux soins est lié aux autres droits précités, notamment au droit au travail et à un habitat digne. Les expulsions des lieux de vie entravent fortement toute possibilité d'accès suivi, et donc efficace, aux soins.
- **Droit à la protection sociale, aux droits sociaux, civils et politiques** : Toutes les personnes qui en remplissent les conditions devraient avoir accès à la protection universelle maladie et aux prestations familiales. A défaut, l'accès à l'aide médicale d'Etat (AME) devrait être immédiat. Elle doit être accordée à toute personne la demandant dans un CCAS qui présente - par tout moyen de preuve - un lien avec la commune. Nous défendons aussi l'accès aux prestations sociales légales et aux aides financières facultatives ; le droit à un compte bancaire ; le droit à l'aide juridictionnelle ; le droit de vote.
- **Droit à la protection de l'enfance** : Le CNDH Romeurope défend le droit de tous les enfants en danger à être protégés, sans distinction de nationalité ni sans que puisse être opposée la situation administrative des parents, selon le droit national et les engagements internationaux pris par la France.
- **Lutte contre le racisme et la discrimination** : Le CNDH s'engage à lutter contre le racisme et les discriminations subies par les personnes qui se désignent Rom ou qui sont désignées et discriminées comme tels.

Aucune de ces mesures ne doit être spécifique à un public particulier. Toutes s'inscrivent dans le droit commun.

6. Les membres et la composition du collectif en 2017

Le CNDH Romeurope est composé d'associations nationales, locales et de collectifs locaux. Tous ses membres agissent directement sur le terrain ou soutiennent des organisations impliquées localement dans des actions concrètes de soutien et de défense des droits auprès de citoyens d'Europe de l'Est en situation de grande pauvreté en France. Les actions des associations et collectifs membres s'organisent selon plusieurs axes, en fonction des réalités et besoins locaux :

- **Support à la vie quotidienne des personnes et accompagnement vers le droit commun** : accompagnement social, économique, juridique et psychologique, sanitaire...
- **Réalisation de projets** : hébergement/logement, scolarisation, insertion par le travail, médiation avec les structures publiques, lutte contre les discriminations
- **Actions de plaidoyer** : souvent en lien avec la lutte des sans-papiers, sans logement, travailleurs précaires... pour le respect des droits élémentaires des personnes et le respect des leurs devoirs de la part des autorités locales. Ces actions peuvent aussi être juridiques contre les abus de l'administration et les actes de discrimination.

- **Actions de sensibilisation et de communication** : auprès du grand public dans le cadre de réunions publiques, projections de films, occasions festives mais aussi conférences et communiqués de presse.

● Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

Au niveau national, le collectif comptait 45 membres à la fin de l'année 2017 : **32 associations** (à caractère national et local) et **13 collectifs locaux**. Les membres actuels du CNDH Romeurope sont les suivants :

- ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme)
- Acina (Accueil, coopération, insertion pour les nouveaux arrivants)
- ALPIL (Action pour l'insertion sociale par le logement)
- AMPIL (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement)
- ASAV 92 (Association pour l'accueil des voyageurs)
- ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms)
- ASET 93 (Aide à la Scolarisation des Enfants Tsiganes)
- Association Solidarité Roms de Saint-Etienne
- ATD Quart-Monde
- CCFD-Terre Solidaire (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)
- LA CIMADE
- CLASSES (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat)
- ECODROM
- EURROM
- FNASAT-Gens du voyage
- Habitat-Cité
- Hors la Rue
- Insertion Famille Rom de Moulin Galant (IFRM)
- Latcho Divano
- L'école au Présent
- Ligue des Droits de l'Homme
- Les bâtisseurs de cabanes
- Les Enfants du Canal
- Médecins du Monde
- MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples)
- Première Urgence Internationale
- Rencontres tsiganes
- Roms Action
- Rom Réussite
- Secours catholique (Caritas France)
- UJFP (Union juive française pour la paix)
- Une famille un toit 44
- Collectif Roms de Gardanne (13)
- Collectif Solidarité Roms Toulouse (31)
- Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise (44)
- Collectif solidarité Roms Lille Métropole (59)
- Inter-collectif Roms Nord-Pas de Calais (59/62)
- Collectif RomParis (75)
- Collectif Romeurope du Val Maubuée (77)
- Collectif Romeurope Centre 77 (ancien Collectif Evry Grégy / Dammarie Les Lys (77)
- Collectif Romyvelines (78)
- Collectif Romeurope Antony-Wissous (91/92)
- Collectif Romeurope 93
- Collectif Romeurope 94
- Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie et d'ailleurs (95)

Les membres du CNDH Romeurope sont présents **dans toutes les régions** de France métropolitaine avec une activité particulièrement forte dans tous les départements d'**Ile-de-France, en Gironde, en Haute-Garonne, dans le Nord et le Pas de Calais, en Loire Atlantique, dans l'Isère, la Loire et le Rhône**. Certaines associations nationales comme le Secours Catholique, Médecins du Monde, le CCFD-Terre Solidaire, la Ligue des Droits de l'Homme, La Cimade, ATD-Quart Monde ou le MRAP ont des « délégations » sur tout le territoire métropolitain et beaucoup d'entre elles sont investies auprès des

citoyens européens vivant en habitat précaire. L'action des associations membres est tournée vers les lieux où sont installés les bidonvilles et squats : des quartiers souvent précaires, et faisant partie de la **géographie prioritaire**.

Les nouveaux membres en 2017

● **Latcho Divano – Bouches du Rhône**

Depuis 2008, à Marseille, le festival des cultures tsiganes Latcho Divano (le bel échange en romani), se bat sur le terrain des préjugés. Sa programmation pluridisciplinaire, protéiforme et multi partenariale vise à mettre en lumière les cultures roms/tsiganes dans toute leur richesse et leur diversité. Luttons et témoignages sont partagés à travers films, expositions, discussions, concerts, spectacles, lectures, stages, ... avec pour point d'orgue le Romano Dives du 8 avril, organisé en collaboration avec des habitants ou ex-habitants de squats et de bidonvilles et le CCO de l'Aire d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet. Chaque année au printemps, pendant deux à trois semaines, le rendez-vous culturel, festif, et militant, porte le débat sur la voie publique et s'efforce de sensibiliser un public toujours plus large.

● **L'Ecole au Présent - Bouches du Rhône**

L'association a pour objet d'accompagner les enfants et leur famille en situation de difficulté dans les démarches de scolarisation en vue d'une insertion sociale et citoyenne.

Cet objet se traduit par diverses actions qui ont pour but de :

- Promouvoir la scolarisation des enfants en difficulté, vivant en situation de précarité, en collaboration avec les familles intéressées, l'Education Nationale et les collectivités locales.
- Défendre le droit à l'école pour tout enfant et, par conséquent, le droit à la stabilité et le droit de vivre avec ses parents.
- Assurer un lien permanent entre les familles et les établissements scolaires.
- Accompagner les familles dans leurs démarches administratives.
- S'insérer dans un réseau local afin de participer à un travail de réflexion sur la scolarisation des enfants en difficulté.
- Promouvoir ou réaliser des actions d'éducation populaire, périscolaire, culturelle et sociale.
- Organiser, directement ou indirectement, le transport des enfants.

● **Collectif de soutien aux Roms de Gardanne - Bouches du Rhône**

Le Collectif Roms de Gardanne est né en septembre 2012 de la nécessité de soutenir et accompagner 15 à 20 familles Roms arrivées sur le territoire de la commune suite à leur expulsion violente de Marseille.

Pendant 5 ans, les bénévoles du collectif (de toutes origines politiques, philosophiques ou religieuses) ont travaillé auprès des familles selon quatre axes principaux : scolarité, santé, accès aux droits, insertion (formation-emploi-logement).

Ces familles ont quasiment toutes aujourd'hui emploi et logement. Le Collectif poursuit néanmoins son travail d'accompagnement, avec pour objectif l'autonomie complète des familles, et poursuit son travail constant de communication grand public. Le Collectif de Gardanne est très impliqué dans le travail de terrain et politico-institutionnel du Comité Départemental des Collectifs 13.

● **Insertion Famille Rom de Moulin Galant (IFRM) – Essonne**

Insertion des Familles Roms de Moulin galant s'est constituée le 28 Mars 2013 après l'évacuation du bidonville de Moulin Galant. Cette association est constituée de quelques citoyens de Corbeil-Essonnes qui ont commencé à aider la population du bidonville avant son évacuation. Nous avons alors demandé à

être reçus à la Préfecture de l'Essonne et au Conseil Général afin de trouver avec eux une solution pour le relogement des familles. La préfecture a proposé à l'association de réaliser un projet d'insertion pour 22 familles qu'elle a sélectionnées sur le critère de scolarisation des enfants.

Ce projet comprend 2 engagements :

- un hébergement en hôtel social via le 115 jusqu'à l'obtention d'un logement pérenne.
- un contrat de travail en insertion de 4 mois renouvelable une fois pour un adulte de chacune de ces familles

L'association accompagne les familles dans toutes les démarches qui concernent leur vie quotidienne. Le premier de nos objectifs est de permettre à ces familles d'accéder à tous les dispositifs de droit commun auxquels elles peuvent prétendre, d'en comprendre les fonctionnements afin d'accéder à l'autonomie.

● Le Collectif Romeurope Ile-de-France

Le Collectif Romeurope Ile-de-France regroupe des associations et collectifs locaux réunissant des citoyens militants, ainsi que des délégations régionales ou départementales des associations nationales.

Collectif Droits de l'Homme Romeurope Ile de France

ASAV (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASET 93** et **ASET 95** (Aide à la scolarisation des enfants tsiganes) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne aux familles roumaines et rroms) – **CCFD-Terre solidaire** – **ECODROM** - **FNASAT-Gens du voyage** – **Habitat Cité** – **Hors la Rue** – **IFRM** (Insertion Famille Rom de Moulin Galant) - **La Cimade** – **La Ligue des Droits de l'Homme** – **Les bâtisseurs de cabane** - **Les enfants du Canal** - **Médecins du Monde** - **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **Première urgence internationale** - **Romeurope 94** – **Rom Réussite** - **Secours catholique (Caritas France)** – **Union Juive Française pour la Paix**

Et le Collectif Romeurope 93, le Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie et d'ailleurs (95), le Collectif Romyvelines (78), le Collectif RomParis, le Collectif Romeurope du Val Maubuée (77), le Collectif Romeurope Antony-Wissous, le Collectif Centre 77

Le Collectif Romeurope Ile-de-France a une fonction de veille, d'alerte, de mutualisation de l'information ainsi que de soutien technique pour ses membres. Il permet aux membres de se rencontrer régulièrement pour partager des réflexions, échanger des savoirs et conseils et organiser des actions collectives à l'échelle francilienne. Le Collectif développe des actions d'interpellation, d'information et de plaidoyer : communiqués de presse, réunions publiques, lettres ouvertes sont publiés de façon autonome mais cohérente avec le CNDH Romeurope. Le Collectif entretient des contacts avec des institutions franciliennes comme le Conseil régional d'Ile-de-France et la Préfecture de région Ile-de-France et participe à des groupes de travail lorsqu'il le juge pertinent.

7. Fonctionnement et gouvernance

En 2017, le CNDH Romeurope a commencé à fonctionner avec une gouvernance renouvelée. En novembre 2016, les membres du CNDH Romeurope ont élu **7 nouveaux membres au conseil d'administration** issus de différentes associations et collectifs. Certaines associations sont représentées par des personnes qui ont vécu en bidonville et leur expérience personnelle combinée à leur investissement associatif est une grande richesse pour le CNDH Romeurope. Les 8 associations fondatrices sont membres de droit du conseil d'administration.

Le conseil d'administration s'est **réuni six fois** en 2017, avec la participation à chaque CA d'administrateurs de Nantes, de Grenoble et d'Ile-de-France.

L'assemblée générale s'est réunie une fois, à Marseille en mai 2017. Le mandat des administrateurs a été confirmé par une durée d'un an et les comptes ont été approuvés à l'unanimité.

Composition du Conseil d'administration en décembre 2017 :

Dans le collège des membres fondateurs :

- **ASAV** : Laurent El Ghazi
- Fnasat-Gens du voyage : Stéphane Lévêque
- **Hors la Rue** : Guillaume Lardanchet. Suppléant : Alexandre Le Clève
- **La Cimade** : Lise Faron. Suppléante : Clémence Richard
- **Ligue des Droits de l'Homme** : Malik Salemkour. Suppléante : Catherine Choquet
- **Médecins du Monde** : Catherine Frapard. Suppléant : Nathalie Godard.
- Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) : Marie-Geneviève Guesdon. Suppléant : Yves Loriette
- Secours Catholique : Claire Sabah

Dans le collège des membres :

- Association de soutien en Essonne aux Familles Roms et Roumaines (ASEFRR) : Pascal Brelaud. Suppléante : Elizabeth Toullec Merten
- Collectif Romeurope de l'Agglomération nantaise : Philippe Barbo
- Collectif Romeurope du Val Maubuée : François Loret
- Les bâtisseurs de cabane : Alin Tudor
- **Les Enfants du Canal** : Livia Ota. Suppléant.e : volontaire en service civique « Romcivic »
- **Rom Réussite** : Liliana Hristache
- **Roms Action** : Serge Darmon. Suppléante : Flore Mietton

Composition du bureau :

- **Président** : Guillaume Lardanchet
- **Secrétaire** : Claire Sabah
- **Trésorier** : François Loret

8. La coordination du CNDH Romeurope

La coordination a pour mission d'apporter un appui technique aux acteurs du CNDH Romeurope, dans l'objectif d'animer le réseau et de favoriser l'émergence d'initiatives concertées pour l'accès aux droits des habitants de bidonvilles et squats et pour la lutte contre les discriminations à l'encontre des Roms. Elle n'a pas vocation à définir ou à piloter les actions des membres du collectif. Les salariées de la

coordination contribuent aux activités d'observatoire et de plaidoyer du CNDH Romeurope. La coordination prépare les ordres du jour du conseil d'administration auquel elle participe et rend compte de son activité. Les salariées de la coordination peuvent représenter le CNDH Romeurope auprès de différentes institutions et instances à la demande du conseil d'administration.

● **Les salariées de la coordination**

- Manon Fillonneau, déléguée générale depuis avril 2015
- Clotilde Bonnemason, chargée de mission depuis janvier 2015
- Lisa Taoussi, chargée de mission depuis novembre 2017

● **Participation à des formations et conférences**

Afin de pouvoir accompagner et conseiller au mieux les membres du CNDH Romeurope, les salariées de la coordination ont participé à **quatre formations en 2017** :

- Formation sur le **droit au logement et le droit à l'hébergement opposable (DALO / DAHO)** avec Habitat Cité et la Fondation Abbé Pierre (26 janvier)
- Formation sur la mobilisation citoyenne par « L'accélérateur de mobilisation » (24 janvier)
- Formation organisée par la Voix des Roms sur la **communication et la prise de parole dans les médias**, réalisée par Studio Praxis (4-5 février)
- Formation à l'**animation participative** réalisée par Accolades (29-30 juin)

Elles ont aussi assisté à **6 conférences, débats ou journées d'études** pour garantir une mise à jour constante de leurs connaissances sur les sujets abordés au sein du CNDH Romeurope :

- **Fondation Abbé Pierre** - 31 janvier 2017 : publication du rapport sur le mal-logement de la Fondation Abbé Pierre
- **Université Paris Est Créteil** - 3 février 2017 : Journée d'étude sur « Les interfaces école-interventions sociales au prisme des migrations ».
- **DIHAL** - 6 juillet 2017 : « [Urbanisme et habitat temporaire - Nouvelles pratiques pour de l'hébergement d'urgence ?](#) » à la Cité de l'architecture
- **DIHAL** - 21 septembre : « [Service civique et bidonvilles](#) » à l'institut Montsouris
- **Vox Public et Citizens for Europe** - 19 octobre 2017 : journée sur la lutte contre les discriminations et les outils numériques
- **Sciences Po** - **Journée d'étude « Précarité, Participation, Politique »** - 15 décembre 2017 : débats sur la participation politique et citoyenne des personnes en situation de précarité.

● **Stage**

De janvier à juillet 2017, Simon RIEDLER a contribué aux activités de la coordination du CNDH Romeurope. Simon était en formation à l'Université Paris-Diderot (Paris 7) dans le master 2 « Migrations et relations interethniques ».

Il a soutenu son mémoire intitulé « Réfuter la « question rom » : analyse du cadrage stratégique du CNDH Romeurope. L'imbrication des pouvoirs de nommer et d'agir d'une « tête de réseau » associative » le 12 septembre 2017, sous la direction de Martin Aranguren.

II. LES ACTIONS DU CNDH ROMEUROPE EN 2017

1. Animation du réseau, diffusion et mutualisation de l'information

A) Diffusion et mutualisation de l'information

A travers toutes les actions du CNDH Romeurope en 2017, **plus de 2500 personnes ont été concernées directement**. Aux 300 membres du collectif s'ajoutent les destinataires de nos emails de partage d'information et newsletters, des partenaires associatifs et institutionnels, des journalistes, les destinataires de nos interventions publiques et formations...

Sur le web, notre impact est de plus en plus fort, notamment avec notre compte **Twitter qui cumule près de 434 000 personnes atteintes** sur toute l'année 2017 grâce à nos tweets qui s'ajoutent aux **142 500 personnes atteintes par notre communication sur Facebook**. Le nouveau site internet – mis en ligne en février - a reçu des échos très positifs.

● Listes de diffusion

Il existe quatre listes de diffusion en fonction de la qualité de membres et selon l'appartenance géographique. Nous notons une augmentation des personnes inscrites sur nos listes : **nous touchons 900 personnes soit 200 de plus que l'année passée**. Cette forte augmentation est due à la possibilité sur le nouveau site – mis en ligne en février 2017 – de s'inscrire sur la liste de diffusion « infos ».

- La liste des membres officiels du collectif au niveau national : liste « **membres** » - **301 abonnés en janvier 2017** soit 55 personnes de plus que l'année précédente. Cette liste, qui met en relation directe les membres du collectif au niveau national, permet de rendre le collectif plus opérationnel. Elle est utilisée pour échanger sur des sujets spécifiques parmi les membres, diffuser les comptes-rendus des différentes réunions et d'autres documents internes au collectif destinés à une diffusion restreinte. Sont envoyées par la coordination des informations qui intéressent, concernent ou émanent directement des membres (informations pertinentes sur des évènements, colloques, rapports, appels à la mobilisation d'un des membres, communiqués de presse d'un des membres, décisions de justice etc...).
- La liste des membres officiels du Collectif Romeurope Ile-de-France : liste « **membres.idf** » - **169 abonnés en janvier 2017**. Cette liste poursuit le même objectif que la liste à destination des membres présentée ci-dessus. Elle cible les membres au niveau régional en raison de la prégnance de sujets et d'actions qui ne concernent que l'Ile-de-France, région qui compte plus d'un tiers des habitants des bidonvilles et des squats. L'échelon régional au niveau du plaidoyer fait particulièrement sens en Ile-de-France où un collectif Romeurope Ile-de-France s'est monté. Cette liste permet aussi d'organiser les actions et de coordonner les actions de ce collectif.
- La liste regroupant les membres, partenaires et sympathisants au niveau national : liste « **infos.romeurope** » - **319 abonnés en janvier 2017** soit 130 de plus que l'année dernière. Cette liste sert à diffuser une information générale et pertinente à des personnes qui ne sont pas membres du CNDH Romeurope sur la situation des habitants des squats et bidonvilles, Roms ou perçus comme tels, en France et en Europe. Au travers de cette liste sont diffusées des

informations concernant la législation nationale et européenne, des projets locaux, nationaux et européens concernant les Roms, des rapports et des articles scientifiques sur le sujet, l'actualité sur les Roms migrants, des évènements (colloques, expositions, évènements culturels, autres) etc... Une grande diversité d'acteurs et d'actrices sont inscrites sur ces listes : des élus intéressés par la question, des journalistes, personnes travaillant dans des institutions, des associations non-membres etc.

- La liste regroupant les membres, les partenaires et les sympathisants en Ile de France : liste « **infos.idf** ». Cette liste a le même objectif que celle au niveau national, de la même manière que la liste « membres.idf », les informations diffusées concernent exclusivement la région Ile-de-France. Cette liste est composée de **110 membres** en janvier 2017.

● Newsletter

Nouveauté 2017, le CNDH Romeurope a mis en place une newsletter, moyen de partager de façon condensée une diversité d'informations essentielles. **Cinq newsletters** ont été diffusées sur les listes membres et infos de Romeurope tout au long de l'année. Celle de mai 2017 a été **ouverte plus de 2100 fois**, preuve que nos emails touchent de nombreuses personnes au-delà de celles qui sont inscrites sur nos listes.

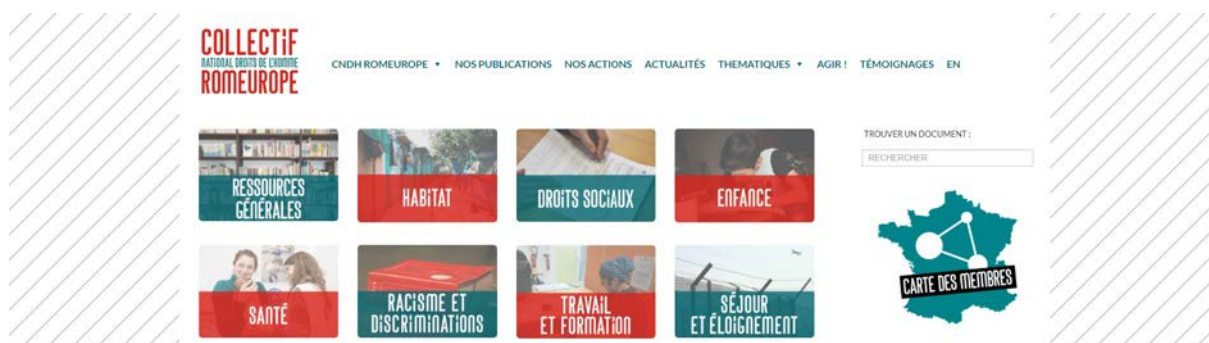
COLLECTIF
NATIONAL DROITS DE L'HOMME
ROMEUEPPE

Newsletter #4 - Juillet 2017

À la une : expulsions, expulsions, expulsions....

● Site internet : www.romeurope.org

Grande année que l'année 2017 pour le site du CNDH Romeurope ! Après 8 ans d'existence, une nouvelle version du site internet a été mise en ligne le 16 février 2017. Nous avons fait appel au designer graphique et webmaster Vincent Devillard (www.vincentdevillard.com).



Les objectifs ont été atteints : **le nouveau site fait l'unanimité tant sur son aspect graphique que sur la facilité à trouver les informations recherchées**. La commande était de créer un site accessible, intuitif et agréable, qui privilégiera une entrée « thématique » avec la possibilité de filtrer les recherches selon les territoires et le type d'informations recherchée (un rapport, des outils, des textes de loi, des actions). . Il est visité par des personnes qui connaissent le sujet et d'autres moins, des personnes qui cherchent des informations très précises et d'autres qui – en novices - souhaitent se renseigner sur les Roms ou les bidonvilles. Aussi, nous avons développé la page « Témoignages » ou « Agir » pour inviter les nouveaux venus à se renseigner puis à passer à l'action.

Statistiques sur l'utilisation du site en 2017 :

La mise en place d'un outil de statistiques basique lors de la création du site nous empêche de connaître le nombre réel de visiteurs uniques car l'outil de statistique a certainement comptabilisé des visites fictives de robots et annonce un chiffre (285 000 visiteurs). Google Analytics a été configuré pour 2018 et des chiffres raisonnables et fidèles devraient pouvoir être produits.

● Page Facebook

Le CNDH Romeurope est de plus en plus présent sur les réseaux sociaux. Depuis 2013, il s'est doté d'une **page Facebook (@CNDHRomeurope)** afin de diffuser plus largement les informations générales et des actualités en lien avec les habitants des bidonvilles et des squats, migrants originaires de l'Europe de l'Est mais également sur le mal-logement, le racisme etc... Cette page permet aussi de relayer des actions menées au niveau national par le CNDH Romeurope et localement par des membres du réseau.

Au 31 décembre 2016, la page Facebook du CNDH Romeurope compte 1524 abonnés, soit 350 abonnés de plus que l'année passée à la même date.

La page Facebook permet de mobiliser un public qui n'est pas forcément touché par nos moyens de diffusion plus « traditionnels » tels que les listes de diffusion d'email : en effet, **142 500 personnes ont été atteintes grâce à nos posts Facebook**. Elle permet aussi à des personnes de contacter le CNDH Romeurope pour une information générale ou pour s'engager auprès de collectifs plus localement de manière plus accessible et directe que via le site internet. Nous recevons de nombreux messages et sollicitations dans ce sens.

Enfin, certains articles postés sur Facebook ont des audiences élevées et permettent une bonne visibilité. **Le post qui a eu plus gros succès sur les réseaux sociaux en 2017 est l'article du Monde « Ces 570 bidonvilles que la France ne veut pas voir », qui a été vu plus de 19.000 fois sur notre page.** Les communiqués et actions de plaidoyer du CNDH Romeurope sont aussi très relayées. Par exemple, la **lettre ouverte adressée à Emmanuel Macron en décembre 2017 a été partagée 60 fois et a atteint 8400 personnes.**

● Compte Twitter

Depuis le mois d'août en 2015, le CNDH Romeurope a un compte Twitter ce qui lui permet d'avoir une visibilité plus importante sur les réseaux sociaux. Twitter touche des personnes différentes de la page Facebook en ce sens qu'il cible principalement des journalistes et des personnalités politiques. De ce fait, le CNDH Romeurope interpelle directement parfois des personnalités publiques et Twitter se convertit dès lors en outil de plaidoyer. Les statistiques montrent que ce sont nos actions de plaidoyer qui sont les plus efficaces sur Twitter : interpellations lors des expulsions de bidonvilles, communiqués de presse et lettres ouvertes.

En décembre 2015, le compte Twitter du CNDH Romeurope comptait 200 abonnés, 470 en décembre 2016 et **957 abonnés en décembre 2017**, soit un doublement du nombre d'abonnés en un an.

Le nombre d'abonnés est loin de révéler la portée des messages relayés sur Twitter, puisque rien que sur le mois de **février 2017, plus de 73000 personnes ont été atteintes**. Ce mois correspond à la publication de notre rapport « [20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en squat et bidonville](#) ».

En cumulé, ce sont plus de **434 000 personnes** qui ont été atteintes par les tweets du CNDH Romeurope. Une audience précieuse pour le CNDH Romeurope.

Pour nous suivre, c'est par ici : https://twitter.com/CNDH_Romeurope

B) Les rencontres nationales du CNDH Romeurope

Deux fois par an, le CNDH Romeurope organise des Rencontres nationales, l'une à Paris, l'autre en région. Temps forts de l'animation du réseau du collectif, ces réunions sont le lieu de rencontre des membres du CNDH Romeurope partout en France. Les rencontres nationales ont pour objectif d'échanger sur les expériences vécues par les membres et de les mutualiser. C'est aussi le lieu de débats plus globaux, de prises d'orientation politique, de questionnements également internes au collectif en termes de fonctionnement. Ce moment sert aussi à la coordination de présenter les actions en cours et à venir du CNDH Romeurope.

● Les rencontres nationales à Marseille – les 20 et 21 mai 2017

En mai 2017, le CNDH Romeurope a réuni plus **d'une centaine** de ses membres à Marseille représentant **14 départements**. Accueillis pendant deux jours par les associations locales présentes en grand nombre (41 personnes des Bouches du Rhône), les membres du collectif ont pu échanger, débattre, voter. Pour ces rencontres une attention particulière a été portée à **l'animation des temps d'échanges**. Ainsi, après une présentation des activités du collectif national (notamment le nouveau site internet) et de la situation locale à Marseille, Aubagne, Aix-en-Provence et Gardanne, les membres se sont réunis par région en petits groupes pour **échanger sur leurs situations locales** avec une restitution en plénière. L'objectif était de faire ressortir les principales réussites et difficultés de chacune.

Une assemblée générale validant les comptes et le rapport d'activité s'est déroulée dans l'après-midi (voir *supra* « [Fonctionnement et gouvernance](#) »).

Les échanges de l'après-midi se sont déroulés en plénière autour de la question des projets d'insertion et de la sortie des bidonvilles avec l'éclairage d'**Olivier Peyroux** de l'association **Trajectoires**, **Marion Pécout** et **Etienne Prime** de l'**ALPIL** et **Pierre Bergeron** de l'association **Convivances**. Le premier intervenant s'est appuyé sur ses recherches sur 10 bidonvilles auprès de 899 personnes et sur ses connaissances de la Roumanie pour nous apporter des éléments sur les raisons de départ et les formes des migrations en provenance de Roumanie. L'ALPIL, forte de son expérience à Lyon, a témoigné de ses actions de diagnostics et de propositions de solutions adaptées à chaque ménage selon les envies, les projets et la situation sociale. La discussion a porté également sur la manière de répondre à une commande institutionnelle opérationnelle. Enfin, Pierre Bergeron, responsable d'un projet d'insertion est venu questionner les notions de réussite, de projet, de besoins et d'intégration au regard de l'accompagnement qu'il met en œuvre avec une trentaine de personnes à Ivry.

La soirée s'est déroulée avec la projection du film « La maison, le violon et le sac Tati » de Dominique Idir relatant les expulsions et difficultés traversées par des Roms roumains vivant à Marseille. Le dimanche, une **mise au point sur une nouvelle mesure législative**, l'interdiction de circulation sur le territoire français a été faite par **Lise Faron**, **administratrice représentant la Cimade**. Enfin, le dernier temps était consacré aux **questions de plaidoyer**. Deux semaines après les élections présidentielles, il a semblé essentiel d'échanger avec les membres du collectif des actions à mettre en œuvre face au nouveau gouvernement. Pour ce faire nous avons mis en place des ateliers qui consistaient à définir les positions

importantes à tenir face aux ministères du logement, de l'intérieur, de l'éducation. Un atelier était consacré à la préparation des élections législatives.

● Les rencontres nationales Paris – les 2 et 3 décembre 2017

La deuxième rencontre nationale s'est déroulée à Paris dans les locaux de Médecins du monde. Elle a réuni une **centaine de personnes** dont une majorité de franciliens (57 personnes). 32 structures, associations ou collectifs étaient présents représentant 18 départements dont la totalité des départements d'Ile-de-France. S'ajoutent donc les départements de la Loire, des Bouches-du-Rhône, l'Isère, l'Hérault, le Nord, la Gironde, la Haute-Garonne, le Rhône, la Loire-Atlantique, la Haute-Savoie.

La première demi-journée a été consacrée à un « **tour de France** » des situations locales pour permettre un partage d'informations essentiel entre les membres.

L'après-midi, un échange a été organisé avec Aline Daillère (ACAT) et Romain Barnabé (Défenseur des droits), sur le thème des **violences et abus de la police**. L'objectif de cet échange était de mieux savoir repérer et réagir face aux différentes formes de violences commises par les forces de l'ordre.



Un échange a ensuite été organisé avec l'avocate Maître Ruef et Marie Rothhahn (Fondation Abbé Pierre) autour du contentieux relatif aux **expulsions illégales** de bidonvilles, sur la base de l'analyse d'un cas concret. L'objectif de cet échange était de faire le point sur les différentes bases légales pouvant justifier une expulsion, et les voies de recours en cas de contestation de la légalité des procédures d'expulsion.

Après une **présentation du livre « Le Soleil se lève-t-il à l'Ouest ? »** par l'association Habitat-Cité, la soirée a été consacrée à un temps convivial, autour d'un repas et de musique.

Lors de la dernière matinée, Grégoire Cousin (Chercheur associé auprès du centre Georg Simmel - Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales) a présenté les résultats de son étude portant sur **l'analyse de 12.000 diagnostics** conduits par le Gip-habitat de 2013 à 2015.

Un dernier temps d'échange a été consacré à la « **posture de l'accompagnement** », avec une intervention de Stéphanie Estève-Terré (psychologue) et une animation participative proposée par Lucile Gacon (FNASAT) et Fanny Bordeianu (Médecins du Monde).

Le week-end s'est clôturé par le traditionnel verre de l'amitié.

Construites comme des moments de travail privilégié, les rencontres nationales font l'objet d'un compte-rendu exhaustif envoyé à l'ensemble des membres du réseau.

C) Les réunions du Collectif Romeurope Ile-de-France

En 2017, deux réunions du collectif Romeurope Ile-de-France ont été organisées, en mars et en novembre. Elles ont respectivement réuni 13 et 11 personnes, en plus des salariées du CNDH Romeurope et ont permis une représentation des départements suivants : Paris, Essonne, Seine-Saint-Denis, Seine et Marne, Val de Marne, Val d'Oise, Yvelines.

A chaque réunion un tour de table a été réalisé afin d'avoir une présentation de l'état des lieux sur chaque département. Ces réunions sont une occasion pour les militants et associatifs de terrain d'échanger sur les sujets suivants : méthodologie pour un accompagnement réussi, personnes et organismes ressources sur le territoire de l'Ile-de-France, outils pratiques dont les soutiens peuvent se prévaloir, nouveautés législatives et jurisprudentielles, pratiques illégales et/ou abusives rencontrées et les possibilités de les contrer etc...

Ces réunions ont aussi permis la construction d'un positionnement commun pour interagir avec les institutions régionales, et notamment la Préfecture de région Ile-de-France dans le cadre de la « Stratégie régionale pour les campements illicites ».

D) Les déplacements en région

● Déplacement à Grenoble pour les rencontres du réseau « Roms » du CCFD-Terre solidaire (janvier 2017)

Invitée à participer aux rencontres annuelles du groupe thématique « Roms » du réseau du CCFD-Terres solidaires, la chargée de mission de la coordination s'est rendue à Grenoble les 14 et 15 janvier 2017. L'après-midi a été consacré à un débat ouvert au grand public en présence d'un élu du Centre communal de l'action sociale de Grenoble, un élu d'une commune de l'agglomération grenobloise, des représentants des associations locales (Roms Action), Christina Dulguru (femme rom vivant en bidonville à Grenoble) et le CNDH Romeurope. Enregistré, ce débat est disponible sur le site de la radio RCF qui assurait l'animation : <https://rcf.fr/actualite/societe/journee-thematique-nationale-ccfd-terre-solidaire-sur-les-roms>

Ce déplacement fut donc l'occasion de rencontrer les membres du réseau du CCFD certain-e-s étant aussi présent-e-s dans le réseau de Romeurope, de les appuyer dans leurs projets (notamment un voyage en Roumanie qui s'est déroulé l'été) et d'échanger avec des acteurs grenoblois.

● Déplacement à Roubaix (avril 2017)

A l'occasion de la publication du rapport 2017 « [20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en squat et bidonville](#) » la coordination a proposé aux membres d'organiser des temps d'échange en région autour du rapport. Ce fut le cas à Roubaix pendant une journée initiée par le Collectif présent sur le bidonville des Couteaux installé depuis des années à Roubaix et qui – en retardant l'expulsion sur le plan juridique – aide ses habitants à trouver la voie de l'emploi et du logement. Après un temps sur le bidonville dans la matinée où une quinzaine d'habitants et habitantes nous ont fait part de leurs préoccupations et priorités, nous avons débattu l'après-midi avec des membres du collectifs et d'autres collectifs du Pas-de-Calais autour des propositions faites dans le rapport de Romeurope et l'application de certaines d'entre elles sur le territoire roubaisien.

● Après-midi avec Intermèdes Robinson (Essonne)

Fin mai, dans l'objectif de mieux connaître les actions sur les territoires, la coordination a décidé d'aller à la rencontre d'Intermèdes Robinson, association membre du *Collectif pour le droit des enfants Roms à l'éducation* très présente en Essonne auprès des familles Roms roumaines vivant en bidonville et squat. Porteuse d'une action originale qui puise sa philosophie dans l'éducation populaire, la coordination est allée voir sur place le fonctionnement et a pu discuter avec les différents travailleurs (directeur, pédagogues sociaux, volontaires en service civique, étudiants en mission).

● Déplacement à Montpellier (juin 2017)

Les 19 et 20 juin, la déléguée générale et la chargée de mission du CNDH Romeurope se sont rendus à Montpellier où des nouvelles associations et initiatives ont été mises en place depuis la publication du dernier rapport d'observatoire. Ainsi nous avons rencontré sur place Marion Lièvre, chercheuse et coordinatrice du programme MARG-INS, Clarisse Decroix, chargée de mission au CASNAV, Julien Radenez médiateur scolaire pour le projet Connexions, un projet de médiation scolaire exemplaire en France. Enfin, nous nous sommes rendus sur deux terrains à la rencontre d'habitant-e-s de bidonvilles avec des membres du CNDH Romeurope (LDH et La Cimade) et nous avons rencontré les salarié-e-s de l'association AREA très impliquée dans l'accompagnement des personnes en bidonvilles depuis 2 ans. Enfin, nous nous sommes entretenues avec une avocate montpelliéraine, Elise de Foucauld pour échanger sur les pratiques des expulsions et des éloignements du territoire.

● Déplacement à Strasbourg (juillet 2017)

A l'invitation du programme FXB d'Harvard, la déléguée générale s'est rendue à une réunion de restitution des travaux des étudiants d'Harvard suite à deux mois de stages en immersion dans des institutions (DIHAL, préfecture), collectivités (Mairie de Strasbourg) et associations (Adoma, Enfants du Canal). Cette conférence intitulée « [De la capacité d'agir à l'inclusion sociale](#) » s'est tenue au Conseil de l'Europe et a réuni 40 personnes. Le CNDH Romeurope est intervenu sur demande des organisateurs sur le contexte et les enjeux politiques de la question « Roms en bidonville » en France. Cette conférence a permis à Romeurope d'échanger avec les acteurs locaux à Strasbourg (associations et collectivités).

● Déplacement à Lille (octobre 2017)

La déléguée générale CNDH Romeurope s'est rendue à Lille le 27 octobre, à l'occasion d'une journée organisée par un de ses membres, l'Intercollectif de soutien aux Roms 59/62. Le but de la journée était de faire un bilan de 10 ans d'action auprès des personnes roms vivant en squats et bidonvilles dans le Nord et le Pas de Calais. Près d'une centaine de personnes ont participé aux échanges, en la présence d'institutions et d'élus. Un article dans la Voix du Nord est paru à cette occasion : <http://www.lavoixdunord.fr/235359/article/2017-10-06/le-combat-pour-les-roms-perdure-depuis-dix-ans>

● Déplacement à Toulouse (novembre 2017)

A l'occasion d'une journée « Regards croisés sur la scolarisation des enfants Roms » organisée par l'association Rencont'roms nous et le CASNAV de Toulouse, une des chargées de mission impliquée sur

les questions de la scolarisation s'est déplacée à Toulouse. Cette journée a permis de rencontrer de nombreux acteurs locaux de l'éducation nationale mais aussi de monde associatif et de réfléchir ensemble à des solutions, propositions pour améliorer la scolarité des enfants qui vivent en bidonvilles et en squats. Des acteurs franciliens et membres de Romeurope comme l'ASET 93 ou encore Roms Réussite étaient également présents. Un débat ouvert a eu lieu le soir à l'espace des diversités de Toulouse, l'occasion d'échanger avec plus de personnes. Le lendemain, nous sommes allés sur deux terrains pour accompagner trois bénévoles et militants du Collectif Solidarité Roms 31 et enfin, nous avons eu un entretien avec la chargée de mission de la mairie afin d'échanger sur le modus operandi quant aux « opérations d'évacuations » menées à Toulouse et qui commencent à servir d'exemple ailleurs.

E) Appui aux membres, capitalisation et formations

A travers les listes mails, le téléphone ou encore en présence physique, les salariées de la coordination et administrateurs apportent un appui à ses membres dans leurs questionnements ponctuels qu'ils soient juridiques, méthodologiques ou encore politiques. En amont ou en aval des expulsions, la coordination est sollicitée pour anticiper ou tenter de trouver des solutions, interpellier les préfetures, collectivités territoriales, mobiliser le grand public etc.

Capitalisation des expériences

La mutualisation et la capitalisation des expériences sont au cœur des échanges par mail sur les listes réservées aux membres et des rencontres nationales lors des temps « tour de France » (voir supra « les rencontres nationales »).

La capitalisation des expériences s'est formalisée cette année via la publication du rapport « [20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en squat et bidonville](#) » qui résume la situation sur 10 thématiques majeures, et met en lumières **15 exemples concrets de bonnes pratiques** à Metz, Strasbourg, dans le Nord, à Alex, Maxéville, Toulouse, Marseille, Rezé, Montpellier, Nantes, à St Etienne et en dans différents territoires en Ile-de-France.

Le travail d'observatoire, de veille et les remontées de terrain des membres tout au long de l'année permettent la production de ce contenu.

Diffusion d'outils

Neuf outils à destination des membres du CNDH Romeurope ont été publiés en 2017 dans le but de renforcer les connaissances et les capacités d'action des membres sur le terrain. Ils couvrent des champs divers mais toujours en adéquation avec les besoins exprimés :

- **La synthèse de la formation du 11 mars « Quelle protection maladie pour les citoyen-ne-s européen-ne-s ? »** (par Antoine MATH, Comede), disponible sur l'espace membres de notre site internet
- **La fiche pratique « Quelle protection maladie pour quels citoyens européens »**, disponible à ce lien : <http://www.romeurope.org/protection-maladie-citoyens-europeens-fiche-pratique-cndh-romeurope/>
- **Le compte-rendu et la synthèse de la journée d'échange du CDERE du 14 octobre** disponible à ce lien : <http://www.romeurope.org/synthese-journee-scolarisation-insertion-professionnelle-perspectives-jeunes-vivant-habitat-precaire/>

- **Le compte-rendu de la formation « Dispositifs d'hébergement en Ile-de-France »** (par Violaine Pinel, Fédération des Acteurs de la Solidarité Ile-de-France) disponible sur l'espace membres
- **La fiche pratique « Compte nickel »**, disponible à ce lien : http://www.romeurope.org/wp-content/uploads/2017/12/Fiche-pratique-sur-le-compte-Nickel-EDC_Romeurope.pdf
- **La fiche pratique « Que faire en cas de violences policières »**, disponible à ce lien : <http://www.romeurope.org/fiche-pratique-cndh-romeurope-faire-cas-de-violences-policieres/>
- **Un modèle de courrier** pour informer les huissiers, préfets, policiers et propriétaires des nouvelles dispositions induites par la loi du 27 janvier 2017 (notamment l'application de la trêve hivernale aux bidonvilles) a été diffusé aux membres de Romeurope et mis en ligne sur notre site internet en décembre : <http://www.romeurope.org/modele-de-courrier-lapplication-de-treuve-hivernale-a-lieu-habite/>
- **Les compte-rendu des rencontres nationales** de mai et novembre 2017 sont de véritables outils grâce au recueil des expériences et à la restitution des ateliers et débats qui s'y déroulent. Ils sont diffusés par mail aux membres et disponible sur l'espace membres du site internet

En 2017, un travail partenarial de mise à jour de la note pratique « [Expulsions de terrain : sans titre mais pas sans droits](#) » du Gisti a été initié. Il sera finalisé en 2018.

Mutualisation de l'information avec les avocats

La mutualisation de l'information s'organise aussi à l'échelle des avocats avec lesquels travaillent les membres du CNDH Romeurope. Un groupe de travail interassociatif sur la défense des occupants de terrain est constitué de la Fondation Abbé Pierre, ATD Quart Monde, Gisti, ASAV, Amnesty International France, Jurislogement et CNDH Romeurope

Ce groupe de travail mène des actions de réflexion, de formation et d'information sur le plan juridique concernant les droits des personnes vivant en bidonville. Des mails ont été diffusés sur la liste « Le Logement Droit de l'Homme » de Jurislogement, avec des analyses, des jurisprudences etc.. pour mieux outiller les nombreux avocats et professionnels du droit qui y sont inscrits dans la défense des droits des personnes en squats et bidonvilles.

Formations : montée en compétences de membres en Ile-de-France

- **Journée d'échange autour la protection maladie pour les ressortissants européens – 11 mars 2017**

Cette formation, animée par Antoine Math, membre du GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés) et du Comede (Comité médical pour les exilés) a permis d'éclairer les membres sur l'accès à la santé suite à la réforme **PUMa** (Protection universelle maladie), et clarifier la question droit au séjour pour les citoyens de l'UE qui impacte directement l'accès à la santé. **Cette journée a réuni 24 personnes** dans les locaux du CNDH Romeurope.

Au programme, une réflexion sur les conditions principales d'accès à la protection sociale et les liens avec le droit au séjour, et des réponses à la question : « **quelle affiliation à l'assurance maladie pour quels**

ressortissants européens ? » Un point a aussi été fait sur les régimes spécifiques : pour les travailleurs agricoles et indépendants

Un dossier avec divers outils et documents pour pouvoir suivre la formation a été distribué à chaque participant :

- Le support de présentation – Protection sociale des citoyens UE – Focus sur la protection maladie
- Les formulaires pour les demandes d'ouverture des droits : CNAMTS n° 736, formulaire d'aide médicale d'Etat, formulaire « Recherche de droits pour les européens inactifs »
- Questionnaire utile pour les bénévoles de recherche des droits fait par le Comede
- Fiche pratique CISS sur la Carte européenne d'assurance maladie
- Fiche pratique du CNDH Romeurope « Quelle protection maladie pour quels citoyens européens ? »
- Note sur l'élection de domicile suite à la loi ALUR

Un compte-rendu de la journée a été envoyé aux membres du CNDH Romeurope via les listes de diffusion et reste disponible sur l'espace membres du site internet. Par ailleurs, la fiche pratique sur la protection maladie remise à jour à la suite de la réforme PUMa et de cette formation avec le concours du formateur Antoine Math a fait l'objet d'une diffusion large dans les réseaux ainsi que sur le site internet de Romeurope dans la rubrique [« Santé – Couverture maladie »](#).

Le **questionnaire d'évaluation** fait apparaître que la formation a répondu aux attentes des participant-e-s qui ont particulièrement apprécié le retour sur le droit au séjour et les liens avec la protection sociale mais également les clarifications sur les recours à faire. Ce type de journée nous a mené à réfléchir à la diffusion de ces journées et de nos outils hors de Paris.

● **Formation « Les dispositifs d'hébergement et l'accès au logement en Ile-de-France »**

Le 26 octobre, nous avons proposé aux membres franciliens un temps d'échange sur les questions **d'hébergement et de logement en Ile-de-France**.

Sollicitée par le collectif d'Antony-Wissous sur cette question, qui, à l'instar d'autres membres du CNDH Romeurope se retrouve confronter au suivi croissant de personnes hébergées à l'hôtel, nous avons proposé ce temps d'échange. L'objectif de ce premier temps était de dresser un panorama des dispositifs de l'hébergement et du logement tout en répondant aux diverses questions des membres. Pour ce faire nous avons fait appel à l'expertise de **Violaine Pinel de la Fédération des acteurs de la Solidarité en Ile-de-France**.

17 personnes étaient présentes représentant des collectifs et associations agissant en **Seine-Saint-Denis, dans les Yvelines, à Paris, en Essonne, dans les Hauts de Seine**. Ces membres suivent des personnes qui ont été hébergées très temporairement ou plus durablement dans les hôtels suite à une expulsion. Ce suivi suscite de nombreuses questions sur la prise en charge, les ruptures et changement d'hôtels et surtout, l'accompagnement social qui est proposé. De nombreux documents ont été distribués puis diffusés à l'ensemble des membres du CNDH Romeurope ainsi qu'une synthèse des échanges, disponibles sur l'espace membre du site.

La coordination souhaiterait poursuivre ce travail sur l'hébergement en organisant des rencontres avec les opérateurs en charge de l'accompagnement social et en développant un plaidoyer sur la question avec d'autres associations du logement.

F) Participation des habitants des bidonvilles et squats au réseau

La question de la participation des premiers concernés aux actions du CNDH Romeurope et à celles de ses membres est une réelle préoccupation. Conscient des difficultés matérielles et immédiates des personnes qui vivent dans une très grande précarité, le CNDH Romeurope souhaite continuer d'impulser la réflexion à ce sujet par plusieurs canaux et à plusieurs échelles.

L'insertion de cette mission dans la fiche de poste de la nouvelle chargée de mission témoigne de la volonté de mettre des moyens au sein du CNDH Romeurope pour que des réalisations concrètes aboutissent sur cette question.

Les changements de statut ont permis de faire élire au conseil d'administration des personnes ayant vécu en bidonville, plusieurs d'entre elles étant Roms. En 2017, **Liliana HRISTACHE**, administratrice et présidente de Rom Réussite, a participé aux 6 conseils d'administration de 2017 et aux deux rencontres nationales. **Florentina STANCIU** volontaire en service civique aux Enfants du Canal a participé à **deux conseils d'administration** ainsi qu'aux rencontres nationales à Marseille. Pour des raisons personnelles, Alin TUDOR des Bâisseurs de cabane n'a pas pu participer aux réunions du conseil d'administration.

A chaque **rencontre nationale**, le CNDH Romeurope essaie de favoriser la participation d'habitants de bidonvilles ou squats en prenant en charge leur transport et hébergement. Si certaines personnes ont pu venir à Marseille et d'autres à Paris, des efforts restent à déployer dans ce sens afin de développer l'investissement associatif local dans les structures membres, ce qui permettra de favoriser une mobilisation à l'échelle nationale de certains d'entre eux.

Les 4 et 5 février 2017, dans le cadre de la **campagne l'Ecole pour Tous**, le CNDH Romeurope et la Voix des Roms ont co-organisé **une formation au media training** dont l'objectif est de renforcer les personnes face aux médias, dans les prises de parole publique et plus globalement de renforcer sa stratégie politique et de communication. Cette formation était destinée aux personnes qui ont vécu ou vivent en bidonvilles, Roms pour la majorité, qui pourraient être amenés à prendre la parole publiquement dans leurs actions et notamment dans le cadre de la campagne. Des personnes de différentes associations se sont réunies pendant deux jours près d'Angers et ont bénéficié d'une formation basée sur **les principes du community organizing** par Tara Dickman. Nous avons pu à la fois travailler sur les savoirs théoriques de la communication mais également nous entraîner en simulant des débats et interviews en mettant toujours au centre de la prise de parole les personnes concernées. **22 personnes** étaient présentes dont une grande majorité était rom. Liliana Hristache, administratrice au CNDH Romeurope a pu bénéficier de cette formation.

Les manifestations publiques du CNDH Romeurope, des interventions ou prises de parole sont autant d'occasions pour que des personnes concernées puissent avoir une place. Même si cela reste ponctuel, des habitants ou ex-habitants de bidonvilles et squats participent à ces événements sur invitation du CNDH Romeurope :

- **Secours Catholique – Formation des jeunes en service civique des associations caritatives chrétiennes 1^{er} mars** : intervention à trois voix, la déléguée générale et 2 jeunes femmes Roms en service civique aux Enfants du Canal dans le projet « Romcivic ». Echanges avec une vingtaine de jeunes en service civique eux aussi sur la question des Roms, des bidonvilles, de l'engagement associatif etc...
- Intervention de Liliana Hristache à la **conférence de presse** de lancement du rapport 2017 en février

- Intervention le 22 mars 2017 de Liliana Hristache à un **débat au Sénat** sur invitation de la sénatrice Esther Benbassa sur le sujet « Roms en France: pourquoi ne seraient-ils pas intégrables ? »
- **Intervention à la radio** le 8 novembre 2017 de Liliana Hristache avec Manon Fillonneau pour une émission sur Radio Campus

Le CNDH Romeurope a contribué à renforcer les capacités des (anciens) habitants des bidonvilles en effectuant plusieurs **interventions auprès des services civiques et travailleurs pairs des Enfants du Canal** : 6 formations d'une demi-journée sur les jeux d'acteurs et les enjeux de pouvoir sur la question des bidonvilles/squats/Roms. Grâce un jeu de rôle, les personnes formées ont pu comprendre les rôles et pouvoirs des différents acteurs qui gravitent autour d'un bidonville (propriétaire, préfecture, gouvernement, DIHAL, mairie, voisins, associations etc...).

2. La mission d'observatoire du CNDH Romeurope

A) Observatoire du terrain et des politiques nationales

En 2017, le CNDH Romeurope a publié son rapport intitulé « [20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en squat et bidonville](#) ».

Cette publication fait suite à un travail d'observatoire réalisé tout au long de l'année 2016, avec une intensité particulière entre septembre et décembre, période pendant laquelle une chargée d'études à mi-temps a été recrutée pour assurer la rédaction du rapport. **22 entretiens** (par téléphone, mails ou en présentiel) ont été réalisés auprès de membres et/ou de partenaires du CNDH Romeurope. Des interviews de plusieurs personnes concernées ont été réalisées.

Au-delà de la veille médiatique et législative et de l'étude des dispositifs, ces échanges avec des acteurs de terrain et des personnes concernées ont pour objectif d'obtenir des **retours d'expérience** et des **données qualitatives** sur les projets. Ainsi, ils contribuent à enrichir l'analyse des projets, notamment au regard des pratiques liées à leur mise en œuvre, données que seule des remontées d'informations de terrain sont en mesure d'apporter. En encrant ainsi le rapport dans la réalité, ces échanges apportent une réelle plus-value aux propositions qui y sont formulées.

Le rapport aborde 10 thématiques (amélioration des conditions de vie / stabilisation des personnes / accès au logement / gouvernance / enfance / santé / emploi / séjour et éloignement / racisme / participation des personnes), permettant une approche globale de la situation des personnes vivant en bidonvilles et squats. **Le rapport présente 17 projets ou expérimentations se déroulant dans 13 départements.**

Publié en février 2017, le rapport a fait l'objet d'une conférence de presse et a été envoyé à l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle de mai 2017. Dans ce contexte électoral, il a permis au CNDH Romeurope de porter une vision territoriale de la situation des ressortissants européens Roms ou désignés comme tels vivant en bidonvilles et squats, de dénoncer les abus et les discriminations récurrentes dont ils sont victimes et de formuler des propositions, basées sur l'expérience, visant à améliorer le respect de leurs droits et leurs conditions de vie.

Le rapport a également été **adressé aux acteurs institutionnels** avec lesquels le CNDH Romeurope entretient des relations (DIHAL, ministères, CNCDH, Défenseurs des Droits, etc.).

La mobilisation de ce rapport comme support de plaidoyer du CNDH Romeurope témoigne des liens étroits entre la mission d'observatoire du CNDH Romeurope et sa dimension d'interpellation politique.

Au delà du rapport, **le travail d'observatoire quotidien nourrit le discours et les contributions écrites du CNDH Romeurope** lorsqu'elle s'adresse aux institutions ou aux médias. Grâce à ses membres partout en France, le CNDH Romeurope porte une vision territoriale de la situation, un ancrage local qui lui permet de dénoncer les abus et les discriminations récurrentes dont sont victimes les ressortissants européens désignés ou qui se disent « Roms » et vivant en bidonvilles et squats dans les instances nationales où il peut siéger (DIHAL, auprès des ministères lors de rendez-vous bilatéraux, auprès de la CNCDH, du Défenseurs des Droits et d'autres institutions ...).

B) Veille juridique et jurisprudentielle

Le Collectif mène une veille des évolutions législatives et jurisprudentielles sur les différents sujets tant à l'échelle des juridictions françaises qu'européennes (séjour, éloignement, expulsions, accès au logement, à l'éducation, à l'eau, au ramassage des ordures, à la domiciliation...).

Les informations récoltées permettent de développer une connaissance fine de chacun des sujets afin de transmettre les éléments essentiels aux membres pour leur travail sur le terrain. Le CNDH Romeurope décortique et vulgarise les décisions de justice et les diffuse par email à ses membres et ses partenaires (associations, institutions, professionnels du droit...). Cet apport juridique permet de faire avancer les droits concrètement sur le terrain, notamment quand des situations sont bloquées.

Ces données sont conservées pour être restituées dans nos rapports, mais contribuent notamment à abonder les recueils de jurisprudence suivants :

- Le recueil de jurisprudence du Gisti sur le contentieux lié aux occupations de terrain et de squat : <https://www.gisti.org/spip.php?article4826>
- La veille jurisprudentielle du réseau Jurislogement sur le droit au logement : <https://www.jurislogement.org/category/veille-jurisprudentielle/>

En 2017, un travail important a été mené pour analyser les décisions de justice au regard des évolutions induites par la loi Egalité et Citoyenneté (application de la trêve hivernale à tous les « lieux habités », dont les bidonvilles). Ces nouvelles dispositions mettant nécessairement du temps à se diffuser auprès des juges, greffiers, avocats et huissiers, un travail d'analyse de différentes décisions de justice puis de vulgarisation pour les membres a été nécessaire en fin d'année.

C) Le recensement des expulsions, évacuations (arrêtés municipaux) et incendies

Le CNDH Romeurope s'efforce depuis 2012 de **suivre le nombre d'expulsions de squats et de bidonvilles, le nombre d'évacuations faisant suite à un sinistre (incendie, inondation) ainsi que l'existence ou l'absence de solutions d'hébergement ou de relogement pour les personnes concernées.** Ce suivi contribue à alimenter l'analyse des situations locales et de leur évolution.

Ce suivi repose sur :

- Une veille médiatique, qui permet notamment d'obtenir des informations sur des territoires dépourvus d'associations ou de collectifs membres du CNDH Romeurope.
- Une remontée d'information de la part des membres du CNDH Romeurope, qui permet de disposer de données précises sur le cadre et les modalités de l'expulsion, ainsi que sur le respect des droits, l'accompagnement et le devenir des familles concernées.

Le « recensement des évacuations forcées de lieux de vie occupés par des Roms ou des personnes désignées comme telles en France » est publié tous les trimestres par la Ligue des droits de l'Homme et le European Roma Rights Centre, avec la contribution du CNDH Romeurope.

En 2017, le CNDH Romeurope a également participé au lancement d'un **projet d'observatoire inter-associatif des expulsions de lieux de vie informels.** Visant à améliorer et élargir le recensement actuel, ce projet est porté par plusieurs structures (Ligue des droits de l'Homme, ERRC, Fondation Abbé Pierre, FNASAT, Plateforme de Service aux Migrants, CNDH Romeurope), et coordonné par le CNDH Romeurope.

Deux réunions partenariales animées par Fors-recherche sociale (structure sélectionnée pour assurer une mission de préfiguration du projet) ont permis aux différents partenaires d'échanger autour des

objectifs, des attendus du projet et de sa méthodologie. Le lancement opérationnel du projet aura lieu en 2018.

D) Le recensement des discours racistes et/ou stigmatisant

Le CNDH Romeurope, dans le cadre de ses missions de lutte contre les discriminations effectue une veille sur les propos stigmatisant des élus ou responsables politiques à l'égard des Roms (ou des personnes désignées comme telles) et fait le lien avec des juristes spécialistes de la question, notamment au MRAP et à la LICRA, pour savoir dans quelle mesure des poursuites sont possibles.

Le CNDH Romeurope a été alerté à plusieurs reprises sur des propos haineux contre les Roms proférés sur les réseaux sociaux par des personnalités publiques ou non. Lorsque cela a été possible, un signalement a été fait aux plateformes hébergeant le contenu. Le CNDH Romeurope invite aussi les témoins de ces propos qui nous contactent à les signaler sur la plateforme du ministère de l'intérieur « Pharos » ou au Défenseur des Droits lorsque cela est pertinent.

Dans un dossier spécial sur la pauvreté, l'hebdomadaire « Le Un » a publié deux articles qui faisaient référence aux Roms de façon insultante et stigmatisante. Les propos tenus par un philosophe et un écrivain ont profondément choqué le CNDH Romeurope, qui a adressé début 2017 un « droit de réponse » à la rédaction en exprimant son regret que cette analyse erronée et raciste ait pu être développée sans que le journaliste n'en relève les incohérences alors que ce sujet est pourtant sur-traité par de nombreux médias depuis plusieurs années. La rédaction a fait le choix de ne pas le publier.

3. Activités de plaidoyer, de communication externe et de sensibilisation

Les activités de plaidoyer sont essentielles pour diffuser le travail d'observatoire ainsi que les recommandations du CNDH Romeurope. Les institutions visées sont le plus souvent nationales. Pour le plaidoyer local, un appui aux membres sous forme de conseil et d'élaboration de stratégie d'interpellation est fourni sur demande, les associations et collectifs locaux restant les plus pertinents pour établir un dialogue avec les autorités locales.

La communication externe permet d'alerter le grand public sur la question des personnes vivant en squats et en bidonvilles en France, réalité encore méconnue et sujette à beaucoup de fantasmes et de préjugés. C'est aussi en informant l'opinion public que les changements politiques pourront être provoqués afin d'avancer vers un respect des droits fondamentaux pour tous.

A) Plaidoyer national

- Publication du rapport « 20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en squat et bidonville »



En 2017, le CNDH Romeurope a publié son rapport intitulé « [20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en squat et bidonville](#) ».

Cette publication fait suite à un travail d'observatoire réalisé tout au long de l'année 2016, combiné à 22 entretiens. Le rapport aborde 10 thématiques (amélioration des conditions de vie / stabilisation des personnes / accès au logement / gouvernance / enfance / santé / emploi / séjour et éloignement / racisme / participation des personnes), permettant une approche globale de la situation des personnes vivant en bidonvilles et squats. **Le rapport présente 17 projets ou expérimentations se déroulant dans 13 départements.**

Publié en février 2017, le rapport a été présenté par François LORET et Liliana HRISTACHE (conseil d'administration), Guillaume LARDANCHET (président) et Manon FILLONNEAU (déléguée générale) lors d'une conférence de presse qui a réuni 7 journalistes. La couverture presse a été très bonne puisque nous comptabilisons au moins **7 articles/reportages originaux dans des médias nationaux** en plus d'un dépêche AFP reprise par de nombreux médias (voir en [Annexe 2 les mentions du CNDH Romeurope dans les médias](#)).

Il a ensuite été envoyé par courrier aux candidats à l'élection présidentielle ([voir ci-dessous](#)) ainsi qu'à une liste de **120 acteurs institutionnels français et européens** (DIHAL, préfecture, mairies de grandes villes, ministères, CNCDH, Défenseurs des Droits, Commissaires européens, présidents d'association, ONU etc.).

Les acteurs suivants ont répondu qu'ils liraient ce rapport avec un fort intérêt : le Maire de Lyon, la Maire de Nantes, le Maire de Toulouse, le Maire de Montpellier, le cabinet du Président de la République, du Premier Ministre, du Ministère des affaires sociales et de la santé, le Défenseur des Droits, du Président de l'assemblée nationale, la Ministre du Logement et de l'Habitat durable, le Ministre de la Ville, de la jeunesse et des sports, le Président de la Commission Européenne, le vice-président du Conseil d'Etat ainsi qu'une députée européenne.

Le rapport a aussi été envoyé par email aux 577 députés français, à une sélection de 45 députés européens.

Les posts concernant la publication de ce rapport ont atteint 7000 personnes sur Facebook et 16 000 sur Twitter.

● Elections présidentielles

A l'occasion des élections présidentielles, [le CNDH Romeurope a écrit aux principaux candidats](#) à l'élection présidentielle pour leur demander de prendre une position publique sur le sujet des personnes en bidonville et en squat, Roms ou désignés comme tels. Quatre questions leur étaient posées sur : les expulsions de bidonvilles et squats, la scolarisation des enfants, la domiciliation et le racisme anti-Roms

Les candidats suivant ont répondu :



Lire la réponse de Jean-Luc MELENCHON



Lire la réponse de Nathalie ARTHAUD



Lire la réponse de Philippe POUTOU



Lire la réponse de Benoît HAMON



Lire la réponse d'Emmanuel MACRON

Leurs réponses sont consultables ici : <http://www.romeurope.org/reponse-candidats-a-presidentielle-2017/>

La réponse d'Emmanuel MACRON, élu en mai 2017, était particulièrement explicite sur la question des expulsions :

« Toutefois, la destruction sans solution alternative est une méthode aussi hypocrite que coûteuse et inefficace. Il revient donc à la puissance publique, en lien avec les habitants, les riverains et les associations de trouver des solutions avant chaque destruction ou évacuation, pour que celle-ci ne se traduise pas par la création simultanée d'un nouveau camp. »

Cette réponse a été un des éléments qui ont conduit à la signature, en janvier 2018, par 8 ministres d'une nouvelle instruction visant à la résorption des bidonvilles d'ici à 5 ans. Une action de plaidoyer qui a porté ses fruits !

● **Gouvernement**

Après la mise en place du gouvernement, le CNDH Romeurope a adressé un courrier à différents ministères pour établir un premier contact et connaître leur position sur le dossier des bidonvilles. Un courrier a été adressé aux ministères de la cohésion des territoires, de l'intérieur, de l'éducation nationale, de la santé, de la justice et du travail ainsi qu'au premier ministre.

Ces lettres ont permis au CNDH Romeurope d'organiser quatre rencontres auprès de conseillers de différents ministères :

- Philippe Tireloque, conseiller police, **Ministère de l'intérieur**, 12 septembre
- Jacques Olivier Dauberton, conseiller "sécurité sanitaire", **Ministère de la Santé et des Solidarités**, 19 septembre
- Sébastien Becoulet, conseiller "politiques sociales du logement, ville, renouvellement urbain durable, hébergement et inclusion", **Ministère de la Cohésion des territoires**, 22 septembre
- Pauline Pannier, conseillère libertés publiques, asile, immigration, intégration et cultes, **Ministère de l'intérieur**, 23 octobre

Les autres ministères n'ont pas répondu favorablement à notre demande de rencontre.

Ces rendez-vous nous ont permis de présenter le positionnement du CNDH Romeurope, de demander une nouvelle approche concernant la question, dans la suite logique des promesses de campagne du candidat Emmanuel Macron.

En décembre 2017, le CNDH Romeurope, la Fondation Abbé Pierre, la Fédération des Acteurs de Solidarité et la Voix des Rroms ont adressé une [lettre ouverte au Président de la République](#) pour lui demander de mettre en place un texte à valeur contraignante, mettant l'approche sociale et de protection des personnes au cœur de l'action publique, avec des méthodes et des moyens renouvelés. « Ce texte devra notamment permettre la mise en place d'une concertation multipartite dès l'installation du bidonville ou du squat et non pas dans l'urgence de l'expulsion, afin de trouver des solutions dignes et ajustées à chaque personne, quels que soient sa nationalité, sa situation personnelle, son parcours. ». En janvier 2018, 8 ministres ont signé une instruction visant à la résorption des bidonvilles d'ici à 5 ans, qui recommande de mettre en route l'action publique dès l'installation du bidonville afin de trouver des solutions.

● **Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal)**

Depuis la circulaire du 26 août 2012 le **CNDH Romeurope participe activement aux différents travaux mis en place dans le cadre de la Dihal**. Le CNDH Romeurope répercute auprès de ses membres les informations délivrées par la Dihal et fait remonter des éléments sur la situation de terrain en France ainsi que ses recommandations et revendications. Le collectif ne manque pas d'exprimer, publiquement si nécessaire, ses éventuels désaccords tant sur les politiques conduites que sur les pratiques observées sur le terrain à travers les remontées de ses membres.

Le CNDH Romeurope a rencontré **Mme DUPOUX le 12 janvier 2017, conseillère éducation au sein de la Dihal**, qui a intégré la DIHAL en novembre 2016. Cette rencontre s'est suivie d'échanges réguliers sur les actualités de la DIHAL et les remontrées de terrain des membres du CNDH Romeurope. En septembre 2017, une note de 12 pages sur des exemples concrets de refus ou obstacles à la scolarisation a été transmise à la DIHAL.

En septembre 2016, la Dihal a mis en place la mise en place un « **Fil d'infos campements illicites et résorption des bidonvilles** » qui rend compte des « actions de la Dihal en matière d'anticipation et d'accompagnement des démantèlements de campements illicites et de résorption des bidonvilles ». En 2017, le CNDH Romeurope a continué de diffuser ce « fil d'infos » à ses 45 membres.

En 2017, le CNDH Romeurope a participé à une **réunion thématique sur la question des mises en couple précoces des personnes vivant en bidonvilles et en squats, le 8 mars**, à l'initiative de la DIHAL. Le Collectif n'a pas souhaité s'inscrire dans la suite des travaux engagés par la DIHAL, considérant l'approche trop restrictive et biaisée. Dans un courrier au délégué interministériel, le CNDH Romeurope a exprimé ainsi sa position, tout en demandant une approche plus globale centrée sur l'adolescence : « la question des « mises en couples précoces » n'est qu'un des aspects de la question de l'adolescence qui doit être appréhendée de façon plus complète en incluant les questions de la scolarisation, de la formation professionnelle, de la protection de l'enfance, des grossesses précoces, des addictions, des activités génératrices de revenus... il nous paraîtrait plus pertinent de partir des conditions de vie des adolescents dont l'insécurité est amplifiée par les expulsions. »

Le 14 juin, le CNDH Romeurope a participé à une réunion avec Médecins du Monde et **M. DEMOUGEOT, directeur de cabinet de la DIHAL**, pour échanger sur la situation spécifique des bidonvilles à Toulouse, ainsi que sur la situation nationale et les projets de la DIHAL pour 2017.

Le 22 septembre, le CNDH Romeurope a participé avec plusieurs associations à une **réunion thématique sur l'Europe** à l'initiative de la DIHAL, pour échanger sur nos positionnements respectifs lors d'échanges avec les institutions européennes. Nous nous sommes retrouvés sur la nécessité de sortir d'une approche ethnique pour faire évoluer l'action publique européenne et les fonds européens vers l'inclusion des personnes marginalisées et des citoyens européens mobiles en grande précarité, sans abris etc...

Aucun groupe national de suivi de la circulaire du 26 août 2012 n'a été organisé par la DIHAL en 2017.

Enfin, le CNDH Romeurope a assisté à deux ateliers de la DIHAL en 2017 :

- Le 6 juillet à la Cité de l'architecture, « [Urbanisme et habitat temporaire – Nouvelles pratiques pour de l'hébergement d'urgence ?](#) »
- Le 21 septembre à l'institut Montsouris, « [Service civique et bidonvilles](#) »

● **Assemblée nationale**

En 2016, le CNDH Romeurope et la Fondation Abbé Pierre ont contribué avec le soutien de députés, à faire voter un amendement dans la loi Egalité et Citoyenneté pour que la trêve hivernale s'applique à tous les « lieux habités », y compris les bidonvilles. La loi a été **promulguée le 27 janvier 2017** mais son application n'a pas été immédiate. En effet, il était nécessaire de **faire connaître ces nouvelles dispositions aux juges, avocats, huissiers, greffiers, préfets, fonctionnaires de police...**

Le 7 février, de nombreuses grandes associations ont publié, avec le CNDH Romeurope, un communiqué « [La trêve hivernale s'applique enfin aux bidonvilles](#) ». La signature du Syndicat de la Magistrature a permis une diffusion ciblée à de nombreux juges. Des juges ont aussi été informés de ces évolutions législatives à l'occasion d'une formation dispensée par la déléguée générale à 25 juges et professionnels de la justice dans le cadre du cycle de formation continue de l'Ecole nationale de la Magistrature en juin 2017.

Par la suite, une note explicative a été réalisée : <http://www.romeurope.org/note-droits-habitants-de-terrain-procedure-dexpulsion/> Elle a été diffusée aux membres du CNDH Romeurope pour qu'ils l'envoient aux personnes pertinentes sur leur territoire. Elle a aussi été présentée à la **Chambre nationale des huissiers de justice** à l'occasion d'un rendez-vous en décembre 2017. Elle a été envoyée au Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de l'Aide aux Victimes (**SADJAV**) du ministère de la justice.

Enfin, un [modèle de courrier](#) pour informer les huissiers, préfets, policiers et propriétaires des nouvelles dispositions induites par la loi du 27 janvier 2017 a été diffusé aux membres de Romeurope et mis en ligne sur notre site internet en décembre : <http://www.romeurope.org/modele-de-courrier-lapplication-de-treve-hivernale-a-lieu-habite/>

Le CNDH Romeurope s'est invité au Sénat, à l'occasion d'un débat organisé par Esther Benbassa le 22 mars. Deux administrateurs ont échangé avec d'autres intervenants devant un public d'environ 80 personnes autour d'une question volontairement provocatrice : « Les Roms en France : pourquoi ne seraient-ils pas intégrables ». Le débat peut être visionné sur internet : https://www.youtube.com/watch?v=dB3_JAwH1k

● **Commission nationale consultative des Droits de l'Homme (CNCDH)**

Comme tous les ans, **le CNDH Romeurope a échangé en 2017 avec la CNCDH sur son rapport annuel sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme**, dans lequel plusieurs pages sont consacrées au racisme anti-Roms et aux politiques publiques visant ceux d'entre eux qui vivent en squats et bidonvilles.

Le CNDH Romeurope partage ses analyses, revendications et remontées de terrain avec l'institution. Le plus souvent, les constats sont partagés et le rapport de la CNCDH permet d'éclairer les institutions et le grand public de façon très efficace sur la situation des Roms en France.

● **Défenseur des Droits**

Le CNDH Romeurope a été invité à participer au **comité d'entente du Défenseur des droits sur les discriminations liées à l'origine**, présidée par Monsieur Jacques Toubon. Le comité d'entente réunit une quinzaine d'associations qui luttent contre le racisme et les discriminations. C'est une occasion de partager des informations entre acteurs sur les sujets qui nous mobilisent, identifier des pistes de travail partenarial etc... **Deux réunions** se sont tenues, en juin et en novembre 2017.

Un représentant du Défenseur des Droits du pôle « Déontologie de la sécurité » est intervenu aux rencontres nationales du CNDH Romeurope en décembre à Paris, pour présenter l'institution, ses pouvoirs d'enquête et expliquer aux membres les modalités pour le saisir.

Des échanges réguliers avec les services du Défenseur des Droits ont lieu, sur des dossiers particuliers pour lesquels des membres ou Romeurope directement les ont saisi. En septembre 2017, un

administrateur du CNDH Romeurope a été auditionné sur un dossier concernant des violences policières en Ile-de-France.

B) Plaidoyer région en Ile-de-France

En 2017, le plaidoyer du collectif Romeurope Ile-de-France a été axé sur la mise en œuvre de la **stratégie régionale pour les campements illicites en Ile-de-France** mise en place par la préfecture de région Ile-de-France et le fonctionnement de la **Plateforme AIOS** de Adoma.

En avril 2016, la Préfecture de Région Ile-de-France, sous l'impulsion du Préfet Jean-François CARENCO a publié une stratégie régionale pour les campements illicites en Ile-de-France. Même si nous saluons l'initiative du Préfet attendue depuis longtemps par associations et certaines collectivités, nous avons alerté sur le fait que cette stratégie n'apporte aucun élément contraignant ni pour l'Etat, ni pour les collectivités. Elle est dépourvue d'objectifs quantifiés, de temporalités et de moyens adaptés et chiffrés. Ce texte laisse présager une application très inégale sur les territoires, selon la « bonne volonté » des préfets et des collectivités.

Une des actions phares dans le cadre de la stratégie régionale était la mise en place de la Plateforme AIOS (Accueil, information, orientation, suivi) dont l'objectif affiché est le suivant : « Elle a vocation à intervenir sur les bidonvilles du territoire francilien aux fins d'évaluer les possibilités pour toutes les personnes installées sur ces sites d'intégrer des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi et/ou la formation, et plus généralement à mettre en œuvre l'accès de ces personnes aux droits auxquels elles peuvent prétendre ».

Le CNDH Romeurope a participé au **comité de pilotage de la Plateforme AIOS en juillet 2017**. Les résultats de la Plateforme étaient assez peu probants en termes d'accès aux droits sociaux, à l'emploi ou au logement, Adoma se trouvant face aux mêmes obstacles à l'insertion que sont les expulsions et les pratiques illégales des mairies. Le CNDH Romeurope a posé de nombreuses questions en séance plénière du comité de pilotage et a fait un compte-rendu précis aux membres franciliens – accessible sur l'espace membre du site internet.

C) Plaidoyer européen et international

L'action de plaidoyer du CNDH Romeurope cible aussi les institutions européennes afin de les alerter sur la réalité de la situation des habitants des squats et bidonvilles citoyens européens vivant en France en situation de grande précarité.

- Le rapport « 20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en squat et bidonville » a été diffusé à plusieurs acteurs européens : envoyé par courrier à la Commission, aux commissaires compétents sur le sujet ainsi qu'aux deux grandes juridictions (CJUE et CEDH), et envoyé par email à une sélection de 45 députés européens.
- Le 16 octobre 2017, le CNDH Romeurope s'est rendu à Bruxelles avec la DIHAL, à la **réunion des points de contact nationaux « Roms » de la Commission européenne**. L'occasion de porter une parole commune sur l'approche ethnique défendue par la Commission et qui ne cadre pas avec les logiques d'actions françaises. Le CNDH Romeurope défend une approche dans laquelle les politiques publiques comme les fonds européens visent l'inclusion des personnes

marginalisées, et notamment les citoyens européens précaires et mobiles, une approche basée sur la non-discrimination et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

- Le 7 novembre 2017, le CNDH Romeurope et plusieurs partenaires associatifs ont rencontré **Claude CAHN**, qui travaille pour le **bureau européen du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies**. Cette visite a permis de faire un tour d'horizon de la situation en France aujourd'hui : les associations lui ont présenté les constats et les solutions qu'elles proposaient.

D) Plaidoyer interassociatif

Le CNDH Romeurope met un point d'honneur à s'investir autant que possible dans des actions de plaidoyer collectives. Le message à destination des institutions est plus fort et mieux entendu lorsqu'il est formulé par plusieurs associations, et cela renforce notre pouvoir d'agir. Ce sont principalement sur les sujets de logement, de l'enfance, de la solidarité et des droits sociaux que le CNDH Romeurope travaille dans une forte synergie interassociative.

Le CNDH Romeurope rencontre régulièrement et échange tout au long de l'année avec deux partenaires clés que sont l'Unicef et la Fondation Abbé Pierre.

L'**Unicef**, organisation internationale très concernée par la question des enfants vivant en habitat précaire. En plus d'échanges fréquents par téléphone, **deux réunions ont été organisées** en juin et décembre 2017 pour échanger sur les projets en cours des uns et des autres.

Au-delà des projets interassociatifs communs, la **Fondation Abbé Pierre** est un partenaire avec lequel le CNDH Romeurope entretient des relations étroites sur les questions de plaidoyer. De nombreux échanges ont eu lieu en 2017.

● Tribunal d'opinion pour les violations des droits des enfants Roms

En juin 2015 se tenait un tribunal d'opinion, évènement ayant pour objet de montrer et dénoncer le traitement des enfants roms en bidonvilles d'une façon originale : la mise en scène d'un tribunal. Le CNDH Romeurope a contribué à l'élaboration du site internet qui contient les vidéos de toutes les interventions. **Le site – mis en ligne début 2017 – est un formidable outil pédagogique avec des témoignages de personnes concernées** par des violations de leurs droits fondamentaux en France et de professionnels travaillant dans le champ de l'enfance, du sans-abrisme, de la lutte contre le racisme, de la santé etc... <http://unprocespourlesdroitsdesenfantsroms.com/>

● Collectif des associations unies pour une nouvelle politique de logement (CAU)

Le CNDH Romeurope a rejoint le [Collectif des Associations Unies](#) en 2015 pour porter la question des bidonvilles au cœur de la lutte contre le mal-logement avec les principaux acteurs associatifs mobilisés. En 2017, le CNDH Romeurope a participé à 3 réunions plénières du CAU en janvier, mai et octobre et à une réunion des présidents et présidentes des associations membres. L'occasion de partager des



informations et d'échanger sur le positionnement commun du collectif sur les sujets d'actualité concernant le mal-logement et ses politiques publiques.

Le CNDH Romeurope a contribué à diffuser sur les réseaux sociaux une campagne digitale sur les préjugés envers les pauvres dans le cadre de la campagne présidentielle (voir image ci-contre). Cette campagne a eu un retentissement très fort sur les réseaux sociaux (voir le site dédié: <http://www.50assos-contrelexclusion.org/>)

● Délinquants Solidaires

Les délinquants solidaires sont des personnes qui – à cause de leur engagement associatif et/ou militant pour les personnes migrantes – sont injustement poursuivis devant les tribunaux pour aide à l'entrée, au séjour ou à la circulation d'une personne en situation irrégulière, mais aussi sur la base de textes sans rapport avec l'immigration.



Suite à la poursuite de trois militants de collectifs membres du CNDH Romeurope alors qu'ils témoignaient seulement de leur solidarité envers des personnes expulsées d'un bidonville (Christian et François à Noisiel et Jean-Luc à Loos), le CNDH Romeurope s'est engagé dans le collectif Délinquants Solidaires.

Nous avons contribué à rédiger un manifeste « Pour en finir avec le délit de solidarité », qui a été signé par près de 450 associations et syndicats nationaux et locaux en janvier 2017. Un site internet avec le manifeste, les signataires et les mobilisations a été mis en ligne fin janvier: www.delinquantssolidaires.org

En février, trois journées de solidarité avec les « délinquants solidaires » ont été organisées

- à Lille, le 8 février, à l'occasion du procès de Jean-Luc
- à Paris et dans toute la France, le 9 février, pour une mobilisation médiatique dans l'espace public (sur la Place de la République à Paris) © Rafael Flichman / La Cimade
- à Nice, le 10 février, pour une journée de réflexion et d'action sur le délit de solidarité dans la région et au-delà.



Ces trois journées – combinées à la médiatisation des procès de Cédric Herrou et Pierre-Alain Manonni - ont permis de remettre ce sujet dans le débat public, à l'heure où les dirigeants politiques disent que le délit de solidarité « n'existe plus ».

En juin, dans le cadre du procès de Christian et François, la déléguée générale de Romeurope a témoigné devant la Cour d'Appel de Paris. Le témoignage portait sur le contexte d'expulsions à répétition et sans

relogement stable en Ile-de-France, afin de justifier l'urgence d'une mise à l'abri des familles et enfants expulsées en ce mois de janvier 2015 à Noisiel, évènement au cœur du procès des deux militants.

● **Groupes de travail sur la domiciliation et les droits sociaux**

Le CNDH Romeurope suit la mise en application d'une instruction relative à la domiciliation dans le cadre de la réforme de la domiciliation prévue par la loi ALUR. Le collectif avait participé aux travaux organisés par la DGCS. Ce travail s'est poursuivi ponctuellement avec la DGCS et un groupe d'associations, notamment sur des outils de communication et formation sur la domiciliation à l'occasion d'une réunion en avril. En parallèle, avec les mêmes associations (Dom'Asile, Fondation Abbé Pierre, ASAV, Médecins du monde, FAS Ile-de-France, Secours catholique, FNASAT-Gens du voyage), le CNDH Romeurope participe à l'organisation d'une journée francilienne sur la domiciliation qui aura lieu en octobre 2018. Deux réunions se sont tenues à cette fin en avril et novembre 2017.

● **Partenariats ponctuels**

Dans une volonté de continuer à développer de nouveaux partenariats et de connaître les acteurs impliqués sur le sujet, le CNDH Romeurope a rencontré 5 nouvelles associations ou structures en 2017 pour connaître leurs activités et leur présenter les siennes :

Apprentis d'Auteuil : rencontre avec le CDERE au sujet de l'action des Apprentis d'Auteuil en particulier envers les collégiens et lycéens en grandes difficultés. L'objectif de cette rencontre était d'obtenir de l'information pour préparer la journée du CDERE et de leur transmettre nos questions, préoccupations quant à la situation des adolescents en bidonvilles.

Profession banlieue : Centre de ressources de la « politique de la ville », l'objectif était d'échanger sur notre analyse et l'absence d'action envers les habitants des bidonvilles du 93 dans le cadre de la politique de la ville. Cet échange a aussi permis de faciliter la diffusion dans leur réseau d'acteurs de notre article dans la Revue Urbanisme intitulé « Bidonvilles : le point aveugle de la politique de la ville ». Cet article accompagne une carte qui superpose la cartographie de la géographie prioritaire à celle de l'implantation des bidonvilles sur un territoire au nord de Paris.

Union nationale des centres communaux d'action sociale (UNCCAS) : acteur essentiel de la domiciliation rencontré lors de nos travaux à la Direction Générale de la Cohésion Sociale. Nous avons fait le point sur les blocages liés à la domiciliation et les leviers que nous pourrions travailler ensemble.

Toilettes du monde : rencontre pour échanger sur les actions de Toilettes du monde et leur transmettre les contacts du réseau du CNDH Romeurope pour d'éventuels partenariats au niveau local (mise en place de sanitaires, projets de sécurisation avec les habitants des bidonvilles etc...)

Entourage : mise en réseau avec des personnes et associations du réseau du CNDH Romeurope pour créer des vidéos de sensibilisation sur les Roms, la mendicité et les familles à la rue, à destination d'un public de personnes voulant agir pour aider les sans-abri. Les vidéos sont disponibles sur : www.simplecommebonjour.org

Ordre de Malte, ASSFAM : avec le Gisti, la Cimade et le Mouvement du 16 mai, ces deux associations travaillant en centre de rétention ont rejoint un groupe de travail créé par le CNDH Romeurope sur les interdictions de circulation sur le territoire français.

E) Communication et médias

Le CNDH Romeurope a pour objectif de diffuser vers le grand public une information correcte et objective sur la situation vécue par les personnes Roms ou désignées comme telles qui vivent dans des conditions très précaires en France. La diffusion de l'information est un instrument fondamental pour lutter contre les préjugés et les stéréotypes sur lesquels se basent les principales discriminations. La lutte contre les préjugés s'exerce à différents niveaux : prises de parole médiatique, des conférences ou événements institutionnels ou associatifs, entretiens avec des lycéens, des étudiants et des chercheurs etc...

Au-delà des publications sur le site internet et les réseaux sociaux (voir supra « [diffusion et mutualisation de l'information](#) »), ainsi que des informations diffusées via les listes mails décrites plus haut, le CNDH Romeurope communique sur le plan extérieur en visant les médias.

La coordination du CNDH Romeurope est régulièrement sollicitée pour les médias pour des commentaires sur la situation nationale. Des rendez-vous physiques sont parfois organisés. Le Collectif ational est aussi contacté pour des sujets concernant des situations locales ; les journalistes sont alors renvoyés vers les membres du Collectif en région, présents sur le terrain.

Communiqués de presse

L'année 2017 a été marquée par l'envoi à la presse de **9 communiqués de presse** sur des situations et des sujets différents. **La liste et les liens vers ces communiqués de presse sont disponibles en Annexe 1.** A travers ces prises de position publique, le CNDH Romeurope réaffirme ses revendications et impose dans le débat public des sujets peu couverts habituellement. **A voir en Annexe 2, une revue de presse des articles mentionnant le CNDH Romeurope.** Nous avons recensé **50 articles mentionnant Romeurope ou interview télé et radios** en 2017. *Exemple d'un article de février 2017 :*



The image shows a screenshot of a news article on the Franceinfo website. The page header includes the Franceinfo logo and navigation options for videos, radio, jt, and magazines. Below the header is a horizontal menu with various categories like 'politique', 'faits divers', 'société', etc. The article title is 'Pour mettre fin aux squats et bidonvilles, le collectif Romeurope interpelle les candidats à l'élection présidentielle'. The sub-headline reads: 'Le collectif Romeurope formule jeudi aux candidats à la présidentielle, 20 propositions pour améliorer les conditions de vie des personnes Roms ou présumées Roms.'

Après la publication d'un communiqué sur l'arrivée de la trêve hivernale, le mois d'octobre a été particulièrement mouvementé sur le plan médiatique. Le 20 octobre, le quotidien **Le Monde a décidé de faire sa Une** sur « **Ces 570 bidonvilles que la France ne veut pas voir** ». Dans le journal, une **double-page**

sur les bidonvilles en France et un focus sur ceux de Champs-sur-Marne, avec la reprise de propos du CNDH Romeurope. Cette mise en lumière – aussi importante qu’inattendue – a généré une vague de sollicitations médiatiques sur la question des bidonvilles. De nombreux médias qui ne couvrent généralement pas



ce sujet s’y sont intéressés, notamment à la télévision (Sept à Huit, JT de 20h de France 2 etc...). Une telle approche – centrée sur la forme de mal-logement qu’est le bidonville – a permis la publication d’articles et la réalisation de reportages moins stigmatisants pour leurs habitants. Un changement par rapport aux traditionnels articles sur « Ces Roms qui vivent dans des « campements » », laissant supposer que l’habitat en bidonville est un choix qui serait liée à une culture ou une appartenance ethnique.

Un autre de nos communiqué de presse a aussi été repris assez largement dans les médias : **notre critique du film « A bras ouverts » avec Christian Clavier**, qui – pour les besoins d’une comédie grand public ratée - dresse un portrait humiliant et stigmatisant d’une famille Rom. Le CNDH Romeurope a choisi de donner le plus possible la parole à des Roms ayant vu le film, concernés en premier lieu par cette représentative « grand public » extrêmement négative des Roms dépeinte par le réalisateur.

Sur le plan plus académique, le CNDH Romeurope a aussi eu le privilège de **publier un article – co-écrit avec le géographe Samuel Delépine – dans la très respectée « Revue Urbanisme »** qui publiait en octobre un [dossier sur les bidonvilles](#). Intitulé « **Les bidonvilles : un point aveugle de la politique de la ville ?** », cet article illustre une carte qui superpose la cartographie de la géographie prioritaire à celle de l’implantation des bidonvilles sur un territoire au nord de Paris. Cela permet de comprendre que lorsqu’ils ne sont pas en plein cœur des quartiers prioritaires, les bidonvilles les entourent, les encerclent. Mais les habitants ne sont pas considérés comme le « public cible » des actions de la « politique de la ville ». Cette revue est mise en valeur dans un article sur les bidonvilles en France et dans le monde, sur le site du Commissariat général à l’Egalité des Territoires (CGET) : <http://www.cget.gouv.fr/bidonvilles-monde-france> Une rencontre avec le centre de ressources « Profession banlieue » nous a permis d’assurer sa diffusion auprès d’acteurs de la Politique de la ville en Seine-Saint-Denis.

Conférence de presse

Publié en février 2017, le rapport a été présenté par François LORET et Liliana HRISTACHE (conseil d’administration), Guillaume LARDANCHET (président) et Manon FILLONNEAU (déléguée générale) lors d’une conférence de presse qui a réuni 7 journalistes. La couverture presse a été très bonne puisque nous comptabilisons au moins **7 articles/reportages originaux dans des médias nationaux** en plus d’une dépêche AFP reprise par de nombreux médias (voir en [Annexe 2 les mentions du CNDH Romeurope dans les médias](#)).



F) Sensibilisation des différents publics et lutte contre les discriminations

● Une sensibilisation tout au long de l'année

La lutte contre les préjugés est inhérente aux actions que le CNDH Romeurope porte sous de multiples formes : intervention publique lors de débats, dans des colloques universitaires, dans des classes, auprès des média, des institutions rencontrées...

L'importance des actions d'information et de sensibilisation en direction du grand public et notamment des riverains des lieux où des familles sont installées a été maintes fois soulignée lors des réunions du CNDH Romeurope. Il s'agit d'informer des élus locaux, d'échanger avec la presse locale et d'élargir les réseaux de solidarité et les mobilisations existantes en associant des citoyens ou des organisations encore peu informées de la situation de ces familles en France.

● Le soutien des membres à l'organisation d'événements

Le CNDH Romeurope est souvent sollicité par ses membres ainsi que par des organismes extérieurs au réseau dans le cadre de la préparation d'événements locaux de sensibilisation et d'information concernant la situation des Roms migrants en France. L'appui aux membres dans leurs actions de sensibilisation prend plusieurs formes :

- Communication autour de l'événement via les listes de diffusion et les réseaux sociaux et le site internet du CNDH Romeurope
- Mise à disposition des contacts presse du CNDH Romeurope à ses membres lorsqu'ils souhaitent solliciter des journalistes
- Aide dans la recherche et orientation vers les intervenants les plus appropriés ou intervention directe de membres du conseil d'administration ou des salariées du collectif.
- Mise à disposition de supports d'informations et de plaidoyer (rapports, brochures, expositions, outils pratiques, films, ouvrages)
- Co-organisation directe par le CNDH Romeurope de l'action avec des membres.

● Les supports du CNDH Romeurope mis à disposition

- **La brochure : « Les Roms. Luttons contre les idées reçues »** : cette brochure est le « best-seller » du CNDH Romeurope. Elle a été rééditée à 5000 exemplaires en août 2016. **En 2017, 2000 exemplaires ont été diffusés**, à la fois aux membres du réseau et aux personnes intéressées qui nous contactent via le site internet ou par téléphone. Ainsi pendant l'année des membres du réseau nous ont sollicités pour l'organisation de **journées, de débats à destination du grand public, pour des rencontres avec des décideurs politiques** (mairies ou rencontres avec des services de préfecture). Des structures qui ont des **actions en direction de professionnels** sont régulièrement demandeuses des brochures qu'elles utilisent dans le cadre de **formation** : envers des professionnels de santé ou des travailleurs sociaux pour les médiatrices en santé du programme de médiation sanitaire à Lyon, Lille, Marseille, Seine-Saint-Denis, des enseignants ou personnels de l'éducation nationale pour les Enfants du canal ou l'Aset 93 qui ont une action spécifique sur la scolarisation. Ainsi les brochures ont été envoyées à Lille, Lyon, Grenoble, à Rezé et un peu partout en Ile-de-France. On note aussi des sollicitations plus ponctuelles d'**établissements scolaires** au réseau du CNDH Romeurope pour obtenir des brochures pour des événements.



- **L'exposition : « Les Roms : luttons contre les recues »** : Basée sur le même texte que la brochure et éditée en 2015, l'exposition est un outil complémentaire plus facile d'utilisation pour des événements, dans des espaces socio-culturels ou encore dans l'espace public. L'exposition et la brochure sont disponibles sur le site pour visualisation et diffusable sur demande. Un livret avec des animations est également disponible pour les personnes qui souhaiteraient organiser un temps avec un public de scolaires. En 2017, elle a été **empruntée 14 fois**, principalement par des membres à l'occasion d'événements extérieurs

mais également par des acteurs institutionnels ou des établissements scolaires (voir [tableau](#) en **Annexe 3**). © Photo : Lycée français de Valence (Espagne), octobre 2017

- La « **Fiche d'information à l'usage des enseignants concernant l'accès à l'éducation des enfants allophones vivant en squat et bidonville** » : cette fiche, publiée en 2014 par le Collectif pour le droit des enfants Roms à l'éducation (CDERE), est souvent sollicité pour être distribué à des enseignants, soit par des syndicats, soit par des associations ou collectifs. Elles sont aussi régulièrement distribuées lors d'événements organisés par les membres du CDERE et/ou du CNDH Romeurope.

- L'étude « **Ados en bidonville et en squats : l'école impossible ?** » du Collectif pour le Droits des Enfants Roms à l'Education a été diffusée sur demande

- Le rapport « [20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en squat et bidonville](#) »

- Le rapport national d'observatoire 2014 « [Le droit et les faits](#) », publié en 2015

- Le rapport politique « [Bannissement](#) », publié en 2015

- Des outils visuels tels que les **infographies** et **cartographies** (« Bidonvilles et politique de la ville dans le nord de Paris ») (co-)produites par le CNDH Romeurope

● **Les actions de sensibilisation CNDH Romeurope : interventions, formations**

En 2017, le CNDH Romeurope est intervenu à **20 reprises pour contribuer à améliorer la connaissance du public sur la situation des personnes vivant en squats et bidonvilles et ainsi à lutter contre les préjugés et les discriminations** que subissent les Roms et les personnes vivant en habitat précaire. Au total, ce sont environ **520 personnes qui ont bénéficié des formations et interventions du CNDH Romeurope**. Trois formations ont été données à des professionnels (juges, éducateurs PJJ, SPIP, enseignants, agents territoriaux, travailleurs sociaux). Les 17 autres interventions se sont faites à l'invitation d'associations. Le CNDH Romeurope a aussi donné du temps à 16 étudiants, 4 chercheurs et trois classes à l'université.

Formation des professionnels

Ecole Nationale de la Magistrature – Formation sur les droits des habitats des bidonvilles - 28 juin

Formation dispensée par la déléguée générale à 25 juges et professionnels de la justice dans le cadre du cycle de formation continue de l'Ecole nationale de la Magistrature sur les Roms en bidonville et les Gens du voyage.

Casnav de Paris – Formation d’enseignants – deux demi-journées en mars

Le CNDH Romeurope a participé à une formation organisée par le CASNAV de Paris d’enseignants du dispositif UPE2A (pour enfants allophones) sur les Roms en France, la vie en bidonville etc... Cette formation était menée avec Les Enfants du Canal, le Secours Catholique et Rues et Cités. Au total, 50 personnes ont été formées

Mairie du 19^{ème} – Formation des acteurs du réseau de lutte contre les discrimination- 16 mars

Formation de quarante travailleurs sociaux, intermédiaires de l’emploi, agents territoriaux sur la question des Roms et des bidonvilles avec Rues et Cités et l’APSV du 19^{ème}.

Intervention à l’invitation d’associations, collectivités et institutions

Le CNDH Romeurope est intervenu à 17 reprises pour des actions de formation ou de sensibilisation à l’invitation d’associations, membres ou non du CNDH Romeurope.

Les Enfants du Canal, projets « Romcivic », « Scolarisation » & « Travailleurs pairs » – 6 demi-journées

intervention dans le cadre du cycle de formation des jeunes en service civique des projets Romcivic et scolarisation (jeunes roumains, bulgares ayant vécu ou vivant et bidonvilles ainsi que des jeunes français) et travailleurs pairs (adultes ayant vécu en bidonville). La formation portait sur les acteurs français et européennes intervenant sur la question des squats/bidonvilles/Roms afin de permettre l’identification des (en)jeux de pouvoir et de réfléchir sur les politiques publiques en cours et à construire. Au total, 70 personnes ont été formées :

- intervention auprès de jeunes en service civique « scolarisation » en janvier et octobre 2017 (deux demi-journées)
- intervention auprès de jeunes en service civique « Romcivic en avril (deux demi-journées)
- intervention auprès des travailleurs pairs en août et octobre (deux demi-journées)

Secours Catholique – Formation des jeunes en service civique des associations chrétiennes 1^{er} mars

Intervention à trois voix, avec 2 jeunes femmes Roms en service civique aux Enfants du Canal dans le projet « Romcivic ». Echanges avec une vingtaine de jeunes en service civique eux aussi sur la question des Roms, des bidonvilles, de l’engagement associatif etc...

Collectif Romeurope de l’Agglo Nantaise – Présentation du rapport 2017 « 20 propositions » - 10 mars

Présentation du rapport de Romeurope au secteur associatif nantais. Environ 40 participants à la soirée débat.

Collectif de soutien aux Roms de Roubaix – Présentation du rapport « 20 propositions » - 10 mars

Présentation du rapport de Romeurope aux acteurs associatifs de Roubaix (30 personnes).

Insurrection Gitane – La Voix des Roms - St Denis – 13 mai

Stand d’information sur les actions du CNDH Romeurope et du CDERE à l’occasion de la journée de sensibilisation et de mobilisation politique sur la question des Roms en France. Evènement « grand public » organisé sur le parvis de la basilique de St Denis.

Association des français de l’étranger (ADFE) - Participation à l’assemblée générale - 25 août

Intervention auprès d'une quinzaine de participants sur la question des Roms et des bidonvilles en France et présentation de l'exposition « Les Roms : luttons contre les idées reçues », prêtée à l'ADFE pour une tournée dans tout le réseau européen en 2017/2018.

Croix Rouge - soirée d'échange et formation sur les Roms / familles à la rue / en bidonville – 10 octobre

Le CNDH Romeurope a co-animé une soirée de sensibilisation et d'information à destination de 25 bénévoles de la Croix Rouge du 18^{ème} sur les familles à la rue, les bidonvilles, les Roms...

MJC Noisiel – Résorber les bidonvilles : des solutions existent - 14 octobre

Soirée organisée par le Collectif Romeurope du Val Maubuée, Convivances et le Secours Catholique dans le cadre d'une semaine d'exposition (photo et exposition de Romeurope sur les idées reçues contre les Roms) à la MJC de Noisiel. Plus de 20 personnes ont assisté au débat sur la résorption des bidonvilles, dont deux élus locaux. Le débat s'est suivi d'une soirée musicale par des musiciens vivant dans des bidonvilles du département.

Roms Actions – soirée-débat à Grenoble - 17 octobre

Soirée débat autour de la question des personnes en bidonville originaires d'Europe de l'Est, à Grenoble et en France, avec notamment Guillaume LARDANCHET, président du CNDH Romeurope

Festival des Solidarités d'Antony – 18 novembre

Intervention du CNDH Romeurope sur les personnes vivant en bidonville et en squat et les politiques publiques qui les visent.

MRAP 10^{ème} - soirée-débat autour du film « Souvenir d'un futur radieux » - 12 décembre

Cette soirée autour du film de José Vieira, qui compare les bidonvilles habités par des roumains dans les années 2000 à ceux habités par des portugais à Massy dans les années 70, a rassemblé une vingtaine de personnes. Le CNDH Romeurope est intervenu à la fin du film aux côtés du réalisateur et de l'association les Bâtisseurs de Cabane.

MRAP 18^{ème} – documentaire « Les Roms, des citoyens européens comme les autres » - 13 décembre

Cette soirée-débat, autour du documentaire d'Olivia Barlier, Samuel Lajus et Marion Lièvre diffusé sur Arte à l'été 2017, a rassemblé une vingtaine de personnes. Le CNDH Romeurope est intervenu à la fin du film aux côtés du MRAP du 18^{ème}.

Intervention auprès de lycéens, étudiants et chercheurs :

En 2017, le CNDH Romeurope a rencontré **16 étudiants, 4 chercheurs et 3 classes de Master** intéressés par les questions de précarité/Roms/bidonvilles/squats (voir [liste](#) en **Annexe 4**). Le CNDH Romeurope s'attache à répondre, dans la mesure du possible, aux demandes des étudiants et des chercheurs afin de discuter de leurs sujets d'étude ou de recherche, et d'apporter l'expertise et le positionnement du collectif sur certaines questions.

Depuis plusieurs années, le CNDH Romeurope maintient un partenariat important avec le programme **FXB Field Education Internship Program de l'Université d'Harvard**. Comme chaque année depuis 3 ans, le CNDH Romeurope a reçu 7 étudiants d'Harvard pour une demi-journée de formation sur les enjeux politiques et acteurs de la question des « Roms en bidonville » en France. Cette formation a eu lieu pendant leur stage en immersion dans des institutions (DIHAL, préfecture), collectivités (Mairie de Strasbourg) et associations (Adoma, Enfants du Canal). A la suite de ce stage, une conférence s'est tenue au Conseil de l'Europe où le CNDH Romeurope est intervenu.

Le 11 septembre 2017, le CNDH Romeurope a fait partie du **jury lors de la soutenance de mémoire de Simon RIEDLER**, en stage jusqu'en juillet 2017 à la coordination du collectif.

En décembre 2017, le CNDH Romeurope a été invité par le projet de recherche financé par l'ANR « **Babels** », pour un atelier sur la question de « **Police et migrants** ». Le contenu de cet atelier fera l'objet d'une publication aux éditions du Passager clandestin.

4. Le Collectif pour le Droit des Enfants Roms à l'Éducation (CDERE)

A) Historique, objectifs et fonctionnement

Créé en 2009, le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation (CDERE) rassemble 37 associations, collectifs, syndicats ainsi que des personnes individuelles qui œuvrent pour l'effectivité du droit à l'éducation pour les enfants vivant en grande précarité dans des bidonvilles et squats. Beaucoup des membres du CNDH Romeurope sont aussi membres du CDERE. S'y ajoutent des structures spécialistes des questions d'enfance et/ou éducation.

Les membres du Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation – CDERE

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ASAV 92** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines & Roms) – **Aset 93 et Aset 95** (Association d'Aide à la Scolarisation des Enfants Tsiganes) – **Association Solidarité Roms Saint-Etienne** – **ATD-Quart monde** – **Association William Penn** – **CLASSES** (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) – **CLIVE** (Centre de Liaison et d'Information Voyage Ecole) – **Collectif National Droits de l'Homme Romeurope** – **Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie 95** – **Collectif Solidarité Roms et Gens du voyage de Lille Métropole** – **Collectif Romeurope du Val Maubuée 77** – **Collectif Roms de Montpellier** – **Collectif Romeurope 92 Sud** – **Collectif Romyvelines** – **DEI-France** (Défense des Enfants International) – **Ecodrom** – **FCPE** (Fédération des conseils de parents d'élèves) – **FERC-CGT** (Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture) – **Gisti** – **Hors la Rue** – **Intermèdes Robinson** – **L'école au présent** – **Les enfants du canal** – **Ligue des Droits de l'Homme** – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **RESF** (Réseau Education Sans Frontière) – **Romeurope 94** – **Scolenfance** – **Secours Catholique-Caritas France** – **SNPI-FSU** (Syndicat national des personnels d'inspection) – **SNUipp-FSU** (Syndicat National Unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc-Fédération syndicale unitaire) – **Sperentza** – **Sud Education**.

Ainsi que des militant-e-s en faveur des droits des enfants

● Objectifs et actions

Le CDERE poursuit plusieurs types d'actions :

- la mobilisation des acteurs de l'éducation nationale et la sensibilisation du grand public aux obstacles à la scolarisation de ces enfants et jeunes ;
- des actions de plaidoyer envers toutes les parties prenantes pertinentes
- des outils d'informations et de formation (guide, étude, lettres-types etc.)

● Fonctionnement

Le CDERE est indépendant du CNDH Romeurope même si les liens entre ces collectifs sont étroits. Ainsi, ce dernier participe activement à l'animation du CDERE et héberge sur son site les informations concernant le CDERE qui permettent à ce dernier d'avoir une interface de communication : <http://www.romeurope.org/enfance/cdere/>

Le CDERE informe ses membres par une liste de diffusion d'emails. Une autre liste est réservée à l'organisation du Comité de pilotage qui a une fonction d'organisation et de prise de décision.

Composition du Comité de pilotage :

- ASET 93
- CNDH Romeurope
- Gisti
- Hors la Rue
- Ferc-CGT
- Les enfants du Canal
- Resf
- Sud Education
- DEI-France
- SNUipp-FSU
- Sperentza
- FCPE
- Collectif de soutien de l'agglomération lilloise
- Des personnes individuelles particulièrement investies dans le champ de l'éducation

Un nouveau membre est entré au comité de pilotage en 2017, **les Enfants du Canal** qui ont une action spécifique sur la scolarisation en Ile-de-France avec des volontaires en service civique, français et roumains vivant ou ayant vécu en bidonville.

D'autres structures ont adhéré au CDERE, notamment l'**association William Penn**, très active dans l'agglomération lilloise autour des questions de scolarisation notamment sur le terrain de Haubourdin. De nombreux acteurs de la scolarisation sont inscrits sur les listes, sans être pour autant adhérents d'une structure. Par exemple, certains **coordinateurs de CASNAV en Ile-de-France ou encore à Toulouse et à Lille**.

Le comité de pilotage oriente les actions du CDERE et participe plus activement au plaidoyer. **En 2017, il s'est réuni à cinq reprises** : le 11 janvier, le 14 mars, le 25 avril, le 7 septembre et le 8 novembre.

Une fois par an ou tous les deux ans, le CDERE organise une **rencontre nationale** pour réunir ses membres (*voir infra* – [La journée du CDERE](#)).

B) La journée du CDERE : scolarité et insertion professionnelle des adolescents

Le 14 octobre 2017 le CDERE a organisé sa journée nationale annuelle à la Bourse du travail à Paris. Cette journée s'inscrit dans la suite de la publication de l'étude « Ados en bidonvilles et squats : l'école impossible ? » et portait sur les questions de la **scolarité des adolescent-e-s allophones et peu scolarisés et de leur insertion professionnelle**.

La journée a rassemblé près de 80 personnes. Dans le public présent à cette journée, des **associations et professionnels de l'éducation nationale, universitaires** franciliens mais également de Lille, Toulouse, Montpellier, Aix-en-Provence, Nantes et Marseille étaient présents.

De nombreux partenaires et acteurs sont intervenus lors de cette journée : un ancien **coordinateur de CASNAV** pour parler du fonctionnement de ce dernier et des difficultés à répondre à la problématique des enfants en bidonvilles en France depuis longtemps mais non-scolarisés et expulsés de force. Un **enseignant des classes d'accueil** de ces enfants était également présent. Ensuite une table ronde autour de la question de la médiation éducative s'est tenue autour de différentes expériences : celle de Jane Bouvier qui a monté l'association **L'Ecole au Présent** et accompagne de très nombreuses familles à **Marseille** dans leurs démarches ; la coordinatrice du **CASNAV de Lille** et une médiatrice scolaire nous ont présenté le projet Passerelles qui permet à 4 collèges lillois d'avoir des médiatrices pour faire le lien

avec les familles, les enseignant-e-s et les enfants. Enfin, Céline Nacheff, éducatrice dans une association de prévention, **Rues et Cités**, qui travaille avec des adolescents roumains et aussi gens du voyage à Montreuil. Un éclairage des missions de lutte contre le décrochage scolaire notamment sur leur rôle, fonctionnement et leur application dans le 93 nous a été livré par Isabelle Rémignon et Laurence Barre, **coordinatrices de la MLDS**. Enfin, nous avons échangé sur la question de l'insertion professionnelle avec **un conseiller en insertion professionnelle** qui nous a éclairés sur le rôle des missions locales. Enfin, les expériences **d'Intermèdes Robinson** et **d'ACINA**, deux associations franciliennes travaillant avec les personnes en bidonvilles et squats ont ouvert des pistes d'insertion professionnelle et de projets à mener.

[Un compte-rendu et une synthèse - accessibles sur le site internet du CNDH Romeurope](#) ont été diffusés au réseau et mis en ligne à l'issue de la rencontre.

C) Partenariats et actions interassociatives

Le CDERE peut être sollicité pour intervenir sur des thématiques de l'enfance, de l'éducation :

- Le CDERE a participé cette année au groupe de travail du **CASNAV de Paris**, portant sur les enfants vivant en situation précaire, principalement en bidonvilles, Roms ou non. Nous avons organisé **ensemble 3 matinées de formation pour des enseignants et enseignantes** des dispositifs qui accueillent les enfants allophones dans les dispositifs « UPE2A ». Cette session de formation était co-animée avec des volontaires en service civique des Enfants du Canal, une ancienne habitante de bidonville et une bénévole qui l'a accompagnée durant des années ainsi que le chercheur Olivier Peyroux, présent à une des sessions. 25 personnes étaient présentes à chaque session.
- **Déplacement à l'association Intermèdes Robinson** : dans le cadre de la préparation de la journée du CDERE, nous avons voulu nous rendre dans les locaux de l'association membre du CDERE afin de mieux connaître leurs actions en Essonne et leur proposer d'intervenir à la journée nationale.
- **Rencontre avec Sabah Lamèche de la Direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN 93)** : nous avons échangé à deux reprises en juillet et en septembre sur les dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire pour les jeunes de 11 à 18 ans notamment en vue de la préparation et de l'intervention de Mme Lamèche à la journée du CDERE.
- **Rencontre avec les Apprentis d'Auteuil** : en juin, nous avons également été à la rencontre des Apprentis d'Auteuil avec Françoise Szybowicz (Collectif de soutien aux Roms de l'agglomération lilloise) et Françoise Denis (syndicat SNUipp-FSU) du CDERE pour mieux comprendre leurs actions.
- **Travail sur la revue Spécificités** : dans le prolongement d'un travail commun autour de l'étude sur les 12-18 ans, le CDERE co-anime avec Olivier Brito - professeur à l'université de Nanterre-Paris X - un numéro d'une revue en ligne sur la question « Ecole et habitats précaires ». Nous avons lancé et rédigé [l'appel à communication](#) en 2017 et la revue devrait être publiée en 2018.
- **Groupe de travail inter-associatif et inter-syndical** : un groupe de travail s'est créé pour travailler sur une brochure à destination du personnel de l'éducation nationale, des agents publics des services de scolarisation au sujet des droits des enfants/jeunes étrangers et de leurs

familles. Le CDERE a participé activement à sa rédaction avec la FCPE, le GISTI, RESF, la Ligue des droits de l'Homme, Solidarité Laïque, les syndicats la FSU, l'UNSA, Sud éducation, la SGEN-CFDT, la FERC'CGT. Le CNDH Romeurope a participé à trois réunions entre septembre et décembre 2017.

- **Intervention auprès des volontaires en service civique de l'association les Enfants du Canal :** les volontaires qui sont sur le volet « scolarisation » ont reçu un temps de formation spécifique d'une demi-journée en janvier et octobre 2017.
- **Le CDERE travaille régulièrement avec l'Unicef France** qui mène depuis deux ans des actions sur la question des enfants en bidonvilles.

D) Plaidoyer auprès des pouvoirs publics et sensibilisation

- Le 1^{er} septembre le CDERE a publié **un communiqué de presse le jour de la rentrée** pour rappeler des milliers enfants non seulement en bidonvilles, en squats mais également des enfants à l'hôtel, des mineurs isolés, des enfants de toute nationalité n'ont pas accès à l'école en France :
<http://www.romeurope.org/de-rentree-musique-milliers-denfants-precaires-communique-de-presse-cdere/>
- Le CDERE a interpellé **la ministre de l'éducation nationale** en novembre 2016. La Ministre a répondu en mai 2017, quelques jours avec les élections présidentielles, en assurant que les acteurs de l'éducation nationale se mobilisaient pour accueillir chaque enfant au sein de l'école de la République.
- Le CDERE a rencontré la **personne chargée des questions d'éducation à la DIHAL** en janvier 2017. Nous la tenons régulièrement informée des blocages et difficultés rencontrées sur le terrain.
- Le **collectif intersyndical et interassociatif** (voir supra) a interpellé également le Ministre de l'éducation nationale – Jean Michel BLANQUER - le 2 octobre dans une lettre ouverte pour lui signifier que des milliers d'enfants n'étaient toujours pas scolarisés. Cette lettre est co-signée par le CDERE, la FSU, la SGEN-CFDT, RESF, SUD Education, la FERC'CGT, Solidarité Laïque, l'UNSA et la Ligue des droits de l'Homme. Une réponse a été le 13 novembre 2017 sans qu'aucune solution ou piste d'action ne soit envisagée par le ministère.
- Dans le cadre de sa participation au réseau **Agir Ensemble pour le Droit de l'Enfant (AEDE)**, le CDERE a participé à plusieurs rendez-vous de plaidoyer notamment à une rencontre à **l'Association des Maires de France**. Des membres du CDERE assistent régulièrement aux actions d'AEDE. Le CDERE impulse ainsi la problématique des enfants vivant en bidonvilles et en squats.
- L'ASET 93 et le CNDH Romeurope ont participé au titre du CDERE à **une émission de radio sur Fréquences Paris Plurielles** en octobre pour parler des difficultés rencontrées par les enfants vivant en bidonvilles et en squats, de la médiation scolaire mise en place par l'ASET dans le département et des actions du CDERE.

III. ANNEXES

ANNEXE 1

COMMUNIQUES DE PRESSE (CO-)SIGNES PAR LE CNDH ROMEUPE

Date	Titre du communiqué de presse	Communiqué signé par...	Lien
7 février 2017	La trêve hivernale s'applique enfin aux bidonvilles	Acina, Amnesty International France ASAV, ATD-Quart Monde, Collectif National Droits de l'Homme Romeurope, Fédération Droit au Logement (DAL), Fondation Abbé Pierre, Hors la Rue, La Cimade, Les Enfants du Canal, Ligue des Droits de l'Homme, Médecins du Monde MRAP, Parcours d'Exil, Secours Catholique - Caritas France, Syndicat de la Magistrature	http://www.romeurope.org/communiques-romeurope-la-treve-hivernale-sapplique-enfin-aux-bidonvilles-communiquer-interassociatif/
9 février 2017	Manifeste pour en finir avec le délit de solidarité	600 organisations signataires	http://www.delinquantssolidaires.org/le-manifeste/
16 février 2017	20 propositions pour une politique d'inclusion des personnes vivant en bidonvilles et en squats : le CNDH Romeurope entre en campagne !	CNDH Romeurope	http://www.romeurope.org/le-cndh-romeurope-entre-en-campagne-publication-du-rapport-2017/
5 avril 2017	« A bras ouverts », esprit fermé	CNDH Romeurope	http://www.romeurope.org/a-bras-ouverts-esprit-ferme-communiquer-cndh-romeurope/
10 avril 2017	Pour le respect de tous les modes d'habitat en Essonne et ailleurs !	Fnasat, Fondation Abbé Pierre ANGVC, Halem, Syndicat de la Magistrature, URIOPSS Ile-de-France, FAPIL, Fnars Ile-de-France ADGVE...	http://www.ldh-france.org/respect-les-modes-dhabitat-en-essonne-ailleurs/
13 avril 2017	Droits des enfants roms : les pouvoirs publics français font fi de leur condamnation	CNDH Romeurope, DEI France, Snuipp-FSU, ASEFRR, Syndicat de la Magistrature, Intermèdes Robinson, Ligue des Droits de l'Homme, ASET 93, SNPES PJJ, MRAP, Gisti, UJFP	http://www.romeurope.org/droit-enfants-roms-pouvoirs-publics-francais-fi-de-condamnation/
15 juin	Un appel à un changement	470 organisations signataires	https://blogs.mediapart.fr

2017	radical de politique migratoire en France		r/les-invites-de-mediapart/blog/150617/un-appel-un-changement-radical-de-politique-migratoire-en-france
10 octobre 2017	J-22 avant la trêve hivernale : Les préfets expulsent massivement les habitants des bidonvilles. Un choix inefficace et inhumain.	CNDH Romeurope	http://www.romeurope.org/wp-content/uploads/2017/10/CP-Romeurope-Inefficace-et-inhumain-les-pr%C3%A9fets-expulsent-massivement-les-bidonvilles-10.09.2017.pdf
13 décembre 2017	Le défenseur des droits condamne les atteintes discriminatoires des préfectures à l'égard des personnes étrangères sans hébergement stable	COMEDE, Dom'asile, Fédération des Acteurs de la Solidarité, Fédération de l'Entraide Protestante, Fondation Abbé Pierre, La Cimade, Médecins du Monde, Romeurope, Secours Catholique Caritas France.	https://www.lacimade.org/presse/defenseur-droits-condamne-atteintes-discriminatoires-prefectures-a-legard-personnes-etrangeres-hebergement-stable/

ANNEXE 2

MENTIONS DU CNDH ROMEUPE DANS DES ARTICLES DE PRESSE EN 2017

Date	Média	Quoi ?	Lien	Sujet
16 février 2017	Le Monde	Romeurope appelle à la résorption des 500 bidonvilles de France	http://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2017/02/16/romeurope-appelle-a-la-resorption-des-500-bidonvilles-de-france_5080516_3224.html	Publication rapport 2017
16 février 2017	France TV info	Pour mettre fin aux squats et bidonvilles, le collectif Romeurope interpelle les candidats à l'élection présidentielle	http://www.francetvinfo.fr/societe/roms/pour-mettre-fin-aux-squats-et-bidonvilles-le-collectif-romeurope-interpelle-les-candidats-a-l-election-presidentielle_2063203.html	Publication rapport 2017
16 février 2017	Politis	Pour en finir avec le traitement inhumain des Roms	https://www.politis.fr/articles/2017/02/pour-en-finir-avec-le-traitement-inhumain-des-roms-36346/?override=3e6279bf-0bdd-45a2-8615-3046b3313ad1	Publication rapport 2017
16 février 2017	Europe 1	Le collectif Romeurope appelle les candidats à la présidentielle à résorber les bidonvilles	http://www.europe1.fr/societe/le-collectif-romeurope-appelle-les-candidats-a-la-presidentielle-a-resorber-les-bidonvilles-2980307	Publication rapport 2017
17 février 2017	L'Humanité	Pour Romeurope, il n'y a pas de fatalité aux bidonvilles	http://www.humanite.fr/pour-romeurope-il-ny-pas-de-fatalite-aux-bidonvilles-632324	Publication rapport 2017
16 février 2017	Dépêche AFP	Roms: un collectif soumet 20 propositions aux candidats à la présidentielle		Publication rapport 2017
17 février 2017	France Info	Bidonvilles et squats : " Il faut que les candidats à la présidentielle soient courageux", estime le collectif Romeurope	http://www.francetvinfo.fr/elections/bidonvilles-et-squats-il-faut-que-les-candidats-a-la-presidentielle-soient-courageux-estime-le-collectif-romeurope_2063773.html	Publication rapport 2017
6 mars	Respect	Logements,	http://www.respectmag.com/26	Article

2017	Mag	racisme : Ce que vous devez savoir sur les Roms	435-ce-que-vous-devez-savoir-sur-les-roms	« général »
27 mars 2017	Respect Mag	Intégration des Roms en France, mission (im)possible ?	http://www.respectmag.com/26935-integration-rroms-france-impossible?scpsug=crawled_5353032_807570f0-dbc5-11e7-de13-90b11c40440d#scpsug=crawled_5353032_807570f0-dbc5-11e7-de13-90b11c40440d	Article sur les Roms
5 avril 2017	Libération	« « A bras ouverts », la comédie sur les Roms qui ne fait pas rire tout le monde »	http://www.liberation.fr/societe/2017/04/05/a-bras-ouverts-la-comedie-sur-les-roms-qui-ne-fait-pas-rire-tout-le-monde_1560760	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
5 avril 2017	Le Parisien	« « A bras ouverts », la comédie sur les Roms qui ne fait pas rire tout le monde »	http://www.leparisien.fr/flash-actualite-culture/a-bras-ouverts-la-comedie-sur-les-roms-qui-ne-fait-pas-rire-tout-le-monde-05-04-2017-6828210.php	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
5 avril 2017	TV5 Monde	« « A bras ouverts », la comédie sur les Roms qui ne fait pas rire tout le monde »	http://information.tv5monde.com/en-continu/bras-ouverts-la-comedie-sur-les-roms-qui-ne-fait-pas-rire-tout-le-monde-162857	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
5 avril 2017	Le Figaro	« Le film « A bras ouverts » critiqué par les associations de défense des Roms	http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/04/05/97001-20170405FILWWW00306-le-film-bras-ouverts-critique-par-des-associations-de-defense-des-roms.php	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
5 avril 2017	La Dépêche	« « Raciste », « dangereux », « à vomir » : « A bras ouverts » fait polémique	http://www.ladepeche.fr/article/2017/04/05/2550883-bras-ouverts-comedie-roms-fait-rire-tout-monde.html	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
6 avril 2017	Sud Ouest	« « A bras ouverts », la comédie sur les Roms qui ne fait pas rire tout le monde »	http://www.sudouest.fr/2017/04/06/a-bras-ouverts-la-comedie-sur-les-roms-qui-ne-fait-pas-rire-tout-le-monde-3343069-4690.php	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
6 avril 2017	L'Obs	« « A bras ouverts », la comédie qui	http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20170406.OBS7651/a-bras-ouverts-la-comedie-qui	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras

		présentes les Roms « comme des sauvages » »	presente-les-roms-comme-des-sauvages.html	ouverts »
6 avril 2017	L'express	« A bras ouverts », pourquoi la comédie sur les Roms fait grincer des dents	http://www.lexpress.fr/culture/cinema/a-bras-ouverts-pourquoi-la-comedie-sur-les-roms-fait-grincer-des-dents_1896279.html	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
6 avril 2017	RMC / BFM TV	« A bras ouverts, un film raciste ? « les Roms c'est facile, il ne va pas y avoir de réactions trop violentes » »	http://rmc.bfmtv.com/emission/a-bras-ouverts-un-film-raciste-les-roms-c-est-facile-il-ne-va-pas-y-avoir-de-reactions-trop-violentes-1137025.html	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
6 avril 2017	Europe 1	« « A bras ouverts », la comédie sur les Roms qui ne fait pas rire tout le monde »	http://www.europe1.fr/culture/a-bras-ouverts-la-comedie-sur-les-roms-qui-ne-fait-pas-rire-tout-le-monde-3222125	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
6 avril 2017	RFI România	«A bras ouverts», comedia franceză despre romi la care nu râde toată lumea	http://www.rfi.ro/special-paris-94323-bras-ouverts-comedia-franceza-romi-philippe-de-chauveron	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
7 avril 2017	Le Quotidien (Luxembourg)	« « A bras ouverts » : racisme, clichés et mauvais goût »	http://www.lequotidien.lu/culture/cinema-a-bras-ouverts-racisme-cliches-et-mauvais-gout/	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
7 avril 2017	Midi Libre	« « A bras ouverts », la comédie sur les Roms qui ne fait pas rire tout le monde »	http://www.midilibre.fr/2017/04/06/a-bras-ouverts-la-comedie-sur-les-roms-qui-ne-fait-pas-rire-tout-le-monde,1489316.php	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
11 avril 2017	Ouest-France	« A bras ouverts : « c'est insultant et même pas drôle » »	http://www.ouest-france.fr/culture/cinema-bras-ouverts-c-est-insultant-et-meme-pas-drole-4920789	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
13 avril 2017	France Culture	« Rromophobie : un racisme décomplexé ? »	https://www.franceculture.fr/emissions/du-grain-moudre/rromophobie-un-racisme-decomplexe	Racisme anti-roms - sortie du film « A bras ouverts »
23 mai 2017	Slate	«On fait comme si les Roms étaient des citoyens qui n'existaient pas»	http://www.slate.fr/story/145788/rom-campagne-phobie-continue	Politiques visant les Roms
Octobre	Revue	"Bidonville : un	https://www.urbanisme.fr/somm	

2017	Urbanisme	point aveugle de la politique de la ville ?	aire-406	
19 octobre 2017	Le Monde	Ces 570 bidonvilles que la France ne veut pas voir	http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/10/19/la-france-compte-plus-de-500-bidonvilles_5203014_3224.html	Bidonvilles Trêve hivernale
19 octobre 2017	Le Monde	Des baraques dans un bois et la peur de l'expulsion pour quotidien	http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/10/19/des-baraques-dans-un-bois-et-la-peur-de-l-expulsion-pour-quotidien_5203223_3224.html	Bidonvilles Trêve hivernale
20 octobre 2017	RTL	Pour la première fois, la trêve hivernale s'appliquera aux 571 camps en France	http://www.rtl.fr/actu/societe-faits-divers/pour-la-premiere-fois-la-treve-hivernale-s-appliquera-aux-571-camps-en-france-7790595446	Bidonvilles Trêve hivernale
19 octobre 2017	BFM	La France compte 570 bidonvilles, où les expulsions se multiplient	http://www.bfmtv.com/societe/l-a-france-compte-570-bidonvilles-ou-les-expulsions-se-multiplient-1281749.html	Bidonvilles Trêve hivernale
23 octobre 2017	BRUT	4 idées reçues sur les Roms	https://www.youtube.com/watch?v=x_T5qqowGiA	Idées reçues Roms
30 octobre 2017	LCI	« Bidonvilles en France : "Une vraie accélération des expulsions avec l'arrivée de la trêve hivernale »	http://www.lci.fr/societe/bidonvilles-en-france-une-vraie-acceleration-des-expulsions-avec-l-arrivee-de-la-treve-hivernale-2068898.html	Bidonvilles Trêve hivernale
30 octobre 2017	Konbini (Speech)	Pauvreté : en France, de nombreuses personnes vivent toujours dans des conditions déplorables	http://speech.konbini.com/news/nombreuses-familles-vivent-conditions-deplorables-france/	Pauvreté / Bidonvilles
31 octobre	LCI	Débat en plateau pour le journal de 15h avec Daniel Vergé (Secours Catholique) et Manon Fillonneau		
31 octobre	RTL	Trêve hivernale : les expulsions croissent "comme s'il fallait faire du chiffre	http://www.rtl.fr/actu/societe-faits-divers/treve-hivernale-les-expulsions-croissent-comme-s-il-fallait-faire-du-chiffre-7790719146	
31 octobre	Equal Times	Les enfants roms privés du droit à	En français https://www.equaltimes.org/les-	Scolarisation des enfants

		l'éducation en France	enfants-roms-privés-du-droit-a?lang=fr#.WfhDwVv9SUl En anglais : https://www.equaltimes.org/rom-a-children-denied-the-right-to?lang=fr#.WgWU71v9SUK En espagnol : https://www.equaltimes.org/ninos-gitanos-privados-del-derecho#.WgWVClv9SUK	
31 octobre 2017	RMC (matinale tv + radio)	Trêve hivernale: "Oui, il y a une course au démantèlement des bidonvilles"	http://rmc.bfmtv.com/mediaplayer/video/treve-hivernale-oui-il-y-a-une-course-au-demantelement-des-bidonvilles-997545.html	Trêve hivernale
1 ^{er} novembre 2017	Le Monde	Des bidonvilles protégés par la trêve hivernale, une première en France	http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/11/01/des-bidonvilles-protéges-par-la-treve-hivernale-une-premiere-dans-l-hexagone_5208931_3224.html	Trêve hivernale
7 novembre 2017	Muslim Post	Trêve hivernale : des expulsions dans les camps de Roms malgré la nouvelle loi	https://lemuslimpost.com/treve-hivernale-expulsions-camps-malgre-nouvelle-loi.html	Trêve hivernale
8 novembre	Radio Campus Paris	Emission de 19h à 19h15 Invité : CNDH Romeurope (Liliana Hristache et Manon Fillonneau)	https://www.radiocampusparis.org/matinale-romeurope-triumvirus-08-11/#embed	Bidonvilles Trêve hivernale
9 novembre 2017	France 2 (JT de 20h)	Pauvreté : en France, le retour en force des bidonvilles	http://www.francetvinfo.fr/societe/sdf/pauvrete-en-france-le-retour-en-force-des-bidonvilles_2460218.html	(Romeurope pas directement cité mais 2 de ses membres)
10 novembre 2017	France Inter (JT de 8h)	Journal de 8h	https://www.franceinter.fr/emissions/le-journal-de-8h/le-journal-de-8h-10-novembre-2017	Trêve hivernale et bidonville de la Petite Ceinture
27 novembre 2017	Métropolitiques	Les bidonvilles français dans le journal « Le Monde » de 1645 à 2014	http://www.metropolitiques.eu/Les-bidonvilles-francais-dans-le-journal-Le-Monde-1945-2014.html?scpsug=crawled_5353032_0611f840-d343-11e7-	Bidonvilles en France

			bc50-f01fafd7b417# scpsug=crawled_5353032_0611f840-d343-11e7-bc50-f01fafd7b417	
28 novembre 2017	Politis	Bidonville de la petite ceinture : que faire des expulsés ?	https://www.politis.fr/articles/2017/11/bidonville-de-la-petite-ceinture-que-faire-des-expulses-38011/? scpsug=crawled_5353032_1346d630-d46e-11e7-f052-f01fafd7b417# scpsug=crawled_5353032_1346d630-d46e-11e7-f052-f01fafd7b417	Trêve hivernale et bidonville de la Petite Ceinture
29 novembre 2017	Matinale Sud Radio	Journal de 8h		Trêve hivernale et bidonville de la Petite Ceinture
29 novembre 2017	RFI	Emission sur les bidonvilles en Europe	http://www.rfi.fr/emission/20171129-europe-bidonvilles-immigration-roms-expulsion-campements-roumains-bulgares	Bidonvilles
14 décembre 2017	Le Parisien	Ris-Orangis : un camp de Roms évacué le long de la N 104 - <u>Encadré</u> : Une lettre ouverte envoyée à Emmanuel Macron	http://www.leparisien.fr/essonne-91/ris-orangis-un-camp-de-roms-evacue-le-long-de-la-n-104-14-12-2017-7452981.php	Lettre ouverte FAP, FAS, Voix des Roms et Romeurope à E. Macron
21 décembre 2017	Le républicain	Les associations d'aide aux migrants interpellent Macron	Version papier	Lettre ouverte FAP, FAS, Voix des Roms et Romeurope à E. Macro
21 décembre 2017	Médiacités Nantes	La Loire-Atlantique, triste "championne" de France des bidonvilles	https://www.mediacites.fr/nantes/enquete-nantes/2017/12/21/la-loire-atlantique-triste-championne-de-france-des-bidonvilles/? scpsug=crawled_5353032_d5a4b320-e637-11e7-f92c-90b11c40440d# scpsug=crawled_5353032_d5a4b320-e637-11e7-f92c-90b11c40440d	Bidonvilles en Loire-Atlantique

ANNEXE 3

PRET DE L'EXPOSITION « LES ROMS. LUTTONS CONTRE LES IDEES RECUES » EN 2017

Dates de prêt	Organisme/ Structure	Ville	Objet de la manifestation/événement
20.02.2017 au 26.03.2017	Etablissement scolaire privé	Montpellier	Pendant plusieurs semaines elle a été exposée dans l'établissement
15.03.2017 au 26.03.2017	Secours catholique d'Aix en Provence	Arles	
10.03.2017	Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise	Nantes	A l'occasion de la présentation du rapport du CNDH Romeurope « 20 propositions pour l'inclusion des personnes vivant en bidonvilles et squats » avec Manon Fillonneau.
08.04.2017	Les Enfants du canal	Paris	Pour la journée internationale des droits des Roms, les Enfants du canal ont organisé un grand événement aux Grands Voisins.
09.05.2017 au 15.05.2017	ASEFRR	Massy	Participation à la journée de la diversité à Massy
13.06.2017 au 26.06.2017	Les Enfants du Canal	Paris	Exposition utilisée pour le stand des Enfants du canal au festival Solidays
19.09.2017 au 30 octobre 2017	Collectif Romeurope du Val Maubuée	Noisiel	Exposition à la MJC (Maison des jeunes et de la culture) de Noisiel
22.08.2017 à 2018	ADFE (Association des français à l'étranger)	Europe	Prêt de l'exposition pour tournée européenne auprès des associations des français à l'étranger (Turquie, Angleterre, Grèce...)
26.09.2017 au 10.10.2017	Intercollectif 59-62	Lille	Journée des 10 ans de l'intercollectif reprenant les luttes menées et celles à venir.
24.10.2017 au 24.11.2017	Lycée français de Valence	Valencia (Espagne)	« Le LFV a participé à la tournée européenne de l'exposition «Les Roms. Luttons contre les idées reçues» ; ainsi, 9 panneaux de dessins et de textes illustratifs ont été exposés de manière ludique et pédagogique devant le CDI du 6 au 17 novembre 2017. Le but étant de déconstruire les stéréotypes envers la communauté ethnique des Roms, cette expo vise à remettre les idées à l'endroit et les préjugés à l'envers.

			Tous les élèves du LFV ont été invités à découvrir cette belle expo. De plus, pour varier l'approche et la participation du public, un jeu de "joutes verbales" a été organisé avec les élèves de 6ème 4 et 6ème 2 qui ont travaillé la mise en scène du débat et l'objectivation des préjugés et de la réalité qui peut leur être opposée. »
11.11.2017	Mairie de Villeneuve Saint Georges	Villeneuve Saint Georges	Exposition à l'occasion du Festival des Banlieues et la tenue d'un débat autour de la place des Roms dans la cité
18.11.2017	Collectif de soutien aux Roms d'Ivry	Ivry-sur-Seine	A l'occasion d'une journée dédiée aux droits des enfants Roms dans le cadre de la journée internationale des droits de l'enfant
18.11.2017	Collectif de soutien des Roms d'Antony-Wissous	Antony	A l'occasion de la fête des solidarités où le collectif présentait ses actions
28.11.2017 8.12.2017	au Amnesty international - groupe Lyon Sud Est	Saint-Priest	Exposition à la MJC Jean Cocteau avec un vernissage le 2 décembre.

ANNEXE 4

LISTE DES ETUDIANTS RENCONTRES EN 2017

Date	Etudiant.e Chercheur/euse	Lycee Université	Projet de recherche
4 janvier	Gwendoline Perès	Université de Nanterre - Master 2 Droits de l'Homme	Entretien pour un mémoire en droit sur l'accès à l'éducation des enfants en bidonvilles et squats.
9 janvier 2017	Daniela Schwendener	Conseillère en médiation	Entretien au sujet de familles à la rue à Paris
21 février	Léopoldine Leuret	Université de Bordeaux - L3 sociologie	Entretien sur le CNDH Romeurope et ses actions
4 avril	Clémentine Grenier-Belle	Université de Nanterre - Droit	Master 2 sur l'instrumentalisation de l'installation de gens du voyage et des roms dans le 16 ^{ème} arrondissement.
5 avril 2017	Martin Aurengen	Université Paris Diderot - Paris VII	Présentation de travaux du chercheur aux salariées de l'APSV, de Rues et Cités et du CNDH Romeurope sur les micro interactions racistes envers les Roms dans les espaces publics
19 avril 2017	Thomas Aguilera	Enseignant-chercheur à Sciences Po Rennes	Entretien post-doc
26 avril 2017	Eleve éducateur (par téléphone)		
26 avril 2017	Margaux Dhangest & Juliette Faure	IUT de Paris Descartes - assistance de service social	Reportage sur la scolarisation des enfants Roms en bidonville
1 ^{er} juin	Master 2 « Affaires européennes »	Université de Cergy Pontoise	Intervention devant une classe de Master 2 sur les politiques européennes visant les Roms
19 juin	Marion Lièvre	ANR « Marg-in »	Entretien lors d'une visite à Montpellier sur la situation locale et sur un projet de recherche européen Marg-ins.
22 juin 2017	8 étudiants	Harvard University	Présentation des projets d'étude de chaque étudiant, en stage à la DIHAL, Mairie de Strasbourg, Adoma et aux Enfants du Canal. Présentation par Romeurope des différents acteurs de la question des bidonvilles/squats en France.
4 juillet 2017	Agbayani, Cassandra & Emile Radyte	Harvard University	Recherche sur l'inclusion des « Roms ». Etudiantes en stage à la DIHAL.
7 juillet	Felipe	Harvard	Recherche sur la scolarisation des enfants Roms en

2017	Sarmiento Caldas	University	bidonville. Etudiant de Harvard en administration publique en stage aux Enfants du Canal
12 juillet	Christina Qiu	Harvard University	Recherche sur l'inclusion des « Roms ». Etudiante en stage à Adoma.
20 juillet 2017	2 étudiants - Adrien Leverrier & Kévin Kanor	IRTS - diplôme d'Etat en ingénierie sociale	Mission commanditée par Intermèdes Robinson dans le cadre de leur formation autour de l'école et de la question de la possibilité de faire émerger une structure valorisant les pratiques culturelles et artistiques des jeunes.
21 juillet 2017	Gaja Maestri	Projet Marg-In	Les effets à moyen et à long terme des politiques de régulation de la pauvreté étrangère sur les populations-cibles : le cas des migrants dits « roms » dans les villes d'Europe occidentale (France, Italie, Espagne)
16 août 2017	Tinhinane CHERIFI	Solidarité et Action Internationales à l'Institut Catholique de Paris licence en roumain - parcours HEI (Hautes Études Internationales)	Mémoire sur le racisme envers les Roms et l'animosité du grand public.
31 octobre	Fiona DUBOIS	Master 2 Migrations et relations inter-ethniques - Paris 7	Mémoire sur la participation des personnes concernées
10 novembre	Manon FOURNET	Etudiante en sociologie à Lyon	Mémoire sur les Roms
21 novembre	Classe de Master	Master 2 Migrations et relations inter-ethniques - Paris 7	Intervention pour présenter le CNDH Romeurope et les thématiques sur lesquelles il travaille